

75¢

MAI 74

le travail

Le magazine du monde ordinaire publié par la CSN



Bravo à toi et ton équipe au sujet de ton journal numéro 2. Présentement je ne travaille pas, car je suis malade. Cela me donne du temps en masse pour lire. Pour ma part moi, j'ai toujours hâte au prochain numéro pour avoir des nouvelles. Pour moi, une des belles histoires de votre numéro 2 est celle qui traite l'histoire de la gasoline, les prix, la hausse des aliments. Pourquoi? C'est parce que j'ai vécu les années 30, le coup de la dépression. C'est-à-dire le Secours direct. La Misère, la vraie Misère vraie. Je me pose souvent la question suivante: ça pourrais-tu être possible que du soir au lendemain, par la hausse des prix, que toute tombe comme en 1930.

C'était Sir Bennett qui était au pouvoir au fédéral. Il est même resté 5 ans avant de faire des élections. Tout de suite après son départ, la province a décidé de bâtir la route 1, Montréal-Sherbrooke. Pour avoir une job à 20¢ de l'heure, pour casser de la roche au marteau, il fallait que tu sois un libéral connu, et aussi il te fallait un papier du député du comté. Puis après, si c'était déclaré que tu étais bleu, tu perdais ta job. Le plus beau de l'affaire, c'étaient seulement les anglais qui avaient des bonnes jobs. Même la compagnie qui avait le contrat pour bâtir la route Montréal-Sherbrooke portait le nom de Canadian Good Road Construction, une compagnie américaine.

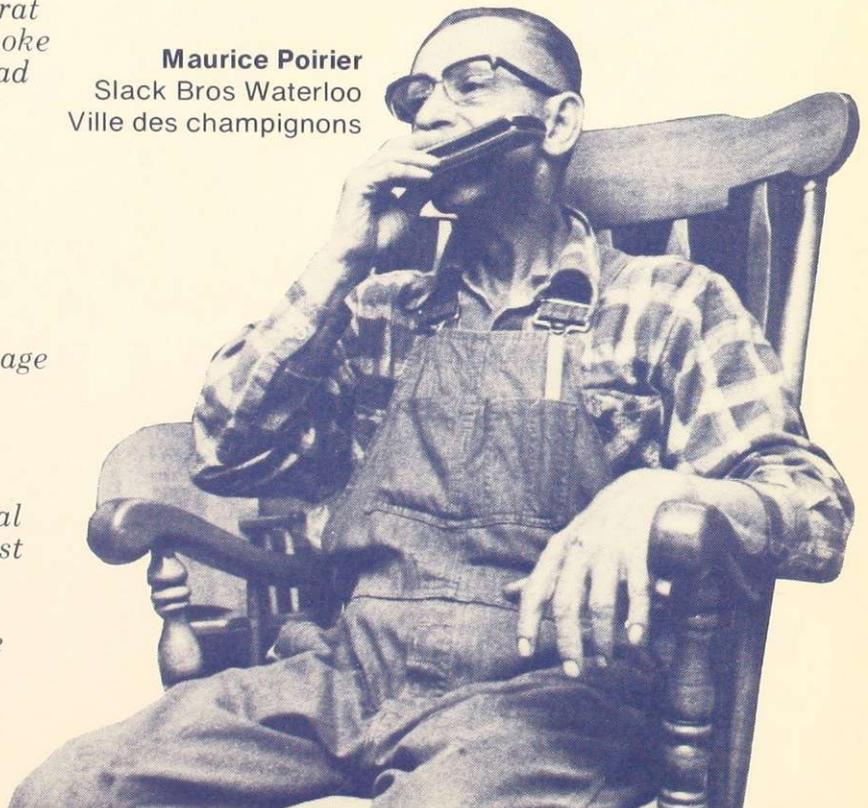
Ici dans l'Est, tous les petits villages étaient dominés par les anglais. Ils avaient tous les postes importants. Prend comme South Stukely, deux hommes dominaient tous les cultivateurs: les deux frères R.A. Savage and Sons.

Pour tous ceux qui n'ont pas vécu ce temps-là, c'est pas intéressant. Mais pour tous ceux qui regardent le journal numéro 2 et qui pensent au passé, c'est assez pour se poser des questions sur l'avenir, surtout ici à Waterloo après avoir terminé une grève qui a presque amené la faillite de la compagnie par entêtement d'anglais. Continuez, toutes vos histoires sont intéressantes. Bonne chance.

Dans le premier numéro du Travail, nous avons fait connaissance avec un travailleur de Slack Brothers à Waterloo, Maurice Poirier. A la suite du deuxième numéro, Maurice Poirier nous écrit. C'est une conversation qui se continue. Une conversation intéressante. Le travail existe pour que tous les Maurice Poirier puissent se parler davantage. Le 1er mai, c'est tous les Maurice Poirier que nous fêtons.

TIREZ VOUS UNE CHAISE QU'ON PARLE UN PEU...

Maurice Poirier
Slack Bros Waterloo
Ville des champignons



VOICI
LE NUMÉRO

3

DU
TRAVAIL.

Nous espérons que ce numéro répondra aux nombreuses demandes d'informations régionales que nous avons reçues de la part des lecteurs.

L'équipe du journal s'est déplacée à travers la province pour entendre les travailleurs des différentes régions. C'est une expérience que le magazine a l'intention de poursuivre dans l'espoir qu'elle contribuera à une plus grande solidarité de tous les travailleurs.

le travail

le magazine du monde ordinaire
publié par la CSN à 30,000 exemplaires
produit par le service d'information de
la CSN

1001, St-Denis, Montréal,
(514) 842-3181, poste 408

Direction: **Guy Ferland**

Rédaction: **Roméo Bouchard,
Jean Labrecque, Jacques Gauthier,
Jacques Lagacé, Suzanne Bergeron,
Diane Houle**

Conception graphique: **Jean Gladu**

Photographie: **Michel Giroux,
Guy Turcot, Jean-Claude Champagne**

Distribution: **militants de la
structure d'information**

Imprimé à Journal Offset,
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

Cette fois-ci
LE PROBLÈME DU MOIS

aborde une question vitale pour le mouvement ouvrier.

Où vont les syndicats?

L'action politique, l'unité syndicale,
la participation ne seraient-ils que des mots?
Les centrales ont-elles un projet de société?

LE DOSSIER DU MOIS

fait la lumière sur le scandale des régions abandonnées,
plus particulièrement **la région du Pontiac**
que le gouvernement a décidé de laisser mourir.



LE CONFLIT DU MOIS

nous amène à **St-Narcisse**,
un petit village où les travailleurs se battent encore
contre des conditions de travail et des patrons moyen-âges



LE PORTRAIT D'UN TRAVAILLEUR

décrit la vie d'un travailleur de Desbiens,
Charles Néron, qui nous parle de sa région,
du moulin à papier où il travaille,
des coopératives, de sa famille et de ses valeurs.

Stan Larue, chauffeur de taxi,
devient notre nouveau **chroniqueur de l'actualité**.

A l'approche des séries éliminatoires,
la chronique **QUÉBÉCOIS PURE LAINE**
montre comment on s'est fait voler notre sport national.

A la suite d'une tournée effectuée par
l'équipe du TRAVAIL,
la chronique **NOUS AUTRES C'EST CA QU'ON FAIT**
présente des informations sur plusieurs régions du Québec.

Cette fois-ci, notre **CARCAJOU DU MOIS**
est de nature régionale, il s'agit de Jeannette Bouchard,
économe des soeurs du Pavillon St-Dominique.

Nous parlons aussi des Indiens de Sept-Iles,
de la CMT et des non-syndiqués.

EN GRÈVE et **MÉMO** fournissent des
informations rapides sur les conflits et les
actualités syndicales que l'espace ne nous permet pas
de traiter en détail.



STAN LARUE
842 3181

80, 90, 100 heures par semaine, ça dépend. Ça fait 12 ans que je fais ce métier-là. J'ai été victime du changement de gouvernement en 1960. Le patronage a changé de bord, je me suis retrouvé sans job. Après avoir tâté partout, c'est le taxi qui m'a eu comme bien du monde perdu. Temporairement, comme je me disais. Ah oui, temporairement! 12 ans que je fais ça de nuit, de 4 heures de l'après-midi au petit matin.

J'aime ça, des fois j'aime ça. Quand le char se brise pas, quand je ne prends pas de ticket, quand je suis en forme, quand il n'y a pas de tempête, quand je rencontre du monde intéressant.

C'est pas une vie facile, c'est même pas une vie payante. \$4,000 clair, dans l'année, c'est le top. Sans compter les maladies et les troubles que ça m'amène: les ulcères, les poumons, le coeur. Nous autres, les chauffeurs de taxi, on a les records de ces maladies-là. Puis c'est pas comme la majorité des autres jobs où un gars gagne toujours plus en vieillissant, en prenant de l'expérience, non, non, dans le taxi, plus tu vieillis, moins tu gagnes. L'endurance physique dans le taxi, ça se calcule en signe de piastres.

Par chance que j'aime travailler avec le public.

Proud to be french canadian

La langue recommence à faire parler d'elle. Comme dans le temps de St-Léonard pis de la loi 63. De toute façon, les troubles qu'on a aujourd'hui viennent tous de là.

La loi 63 garantit le libre choix par les parents de la langue d'enseignement. Il y a beaucoup de monde qui a toujours trouvé ça grave: c'est une loi qui assure aux francophones du Québec "l'opportunité" d'être toujours de moins en moins nombreux au Québec face aux anglophones. C'est mathématique: avec cette loi-là, les immigrants choisissent la langue anglaise dans une proportion qui dépasse les 95%.

Tant que ça ne touchait que les immigrants, on aurait dit que c'était moins grave. Dans la tête du monde, en tout cas. Mais voilà que depuis un couple de mois on est en train de réaliser que partout il y a de plus en plus de francophones dans les écoles anglaises. "Moi je ne veux pas que mes enfants aient autant de misère que moi, je veux qu'ils apprennent l'anglais. Le français, je le leur montrerai bien à la maison." J'ai entendu un gars dire ça à la radio l'autre jour. Le genre de gars qui a pas encore compris qu'on n'est pas obligés de changer tout un peuple parce que les institutions sont mal adaptées aux besoins de ce peuple-là.

Pis si encore ce gars-là était tout seul. Mais non, dans des villes francophones comme Québec et Trois-Rivières, près de 50% des élèves qui sont à l'école anglaise sont des francophones. Et c'est pas les exemples qui manquent.

Dans le Saguenay, où 43% des étudiants dans les écoles anglaises sont francophones, la commission scolaire régionale Lapointe a décidé de construire une polyva-

lente anglaise pour un peu plus de 600 élèves (le minimum exigé par le ministère est de 1,500) dont 45% sont francophones. Jean Halley, président du syndicat de l'Alcan d'Arvida, qui a quitté la CSN en 1972, est commissaire de cette commission scolaire. De plus au Saguenay on sait que d'ici 5 ans le nombre d'élèves diminuera de 4,600 dans les écoles secondaires. Il y aura donc des écoles vides.

A Ville de Laval, où 40% des élèves au secondaire anglophone sont des francophones, la commission scolaire vient de décider de transformer une école francophone en école bilingue: 369 élèves francophones étudieront en français et 300 élèves francophones étudieront en anglais. Le bilinguisme commence à voler bas.

Pourtant les commissaires de Laval devraient connaître l'expérience qui va bientôt se terminer à Ottenburn Park, sur la rive sud de Montréal: il y a là une école élémentaire (Notre-Dame) composée de 6 classes anglophones et de 8 classes francophones. En 9 ans, cette école a passé 5 principaux. Sans parler de la chienne dans la cour de l'école: il a fallu faire des récréations à des heures différentes pour les deux groupes. Devant une telle situation, les parents francophones sont en train d'obtenir de leur commission scolaire que les anglophones déménagent dans une école entièrement anglaise.

Encore sur la Rive-Sud, la commission scolaire de Taillon veut enlever l'école Jean XXIII aux francophones pour la donner aux anglophones (dont 30% en fait sont des francophones étudiant en anglais).

Bourassa et sa souveraineté culturelle, je cherche encore pour qui c'est.



"On s'occupe de l'inflation"

Ca m'arrive de payer mon \$0.50 pour avoir le droit d'aller chercher des clients à Dorval. Le 24 mars dernier, j'y suis allé. Il y a quelqu'un qui monte: c'est Norbert Rodrigue, de la CSN. Je l'ai reconnu tout de suite, je suis dans le syndicat CSN du taxi. Il arrivait de Québec, de la réunion des centrales syndicales sur l'inflation. L'inflation, moi, ça m'intéresse. Je lui ai demandé qu'est-ce qu'ils comptaient faire avec ça.

"Ca fait plusieurs mois que ça nous préoccupe l'inflation, qu'il m'a répondu. Il y a beaucoup de travailleurs qui sont venus nous voir dernièrement pour qu'on fasse quelque chose face à ça. Ils ne pouvaient plus arriver, qu'ils nous disaient.

Nous autres, à la CSN, on s'est mis à travailler là-dessus. On s'est rendu compte, ça n'a pas été long, que c'était grave. On s'est aussi aperçu que les autres centrales travaillaient là-dessus. On s'est consultés et on a décidé que c'était assez important pour qu'on aboutisse à un front commun, un front commun qui prendrait des positions claires sur l'inflation et qui prônerait des actions précises pour que le monde s'en sorte.

Le résultat de ça, c'est le colloque qu'on vient d'avoir. C'est une affaire importante parce que c'est la première fois que les instances décisionnelles entre les congrès

des 3 centrales se réunissaient ensemble pendant 1 1/2 journée.

Après avoir étudié le problème, on s'est vite rendu compte que si les syndiqués avaient des troubles avec la hausse des prix, les travailleurs qui ne sont pas organisés, qui n'ont pas de tribune pour se défendre, étaient encore plus mal pris que nous autres. On a donc cru bon, les trois centrales, de faire des revendications au nom de ces gens-là aussi.

C'est pourquoi on en est venu à la conclusion qu'il fallait que les salaires soient indexés, que toutes les conventions collectives soient réouvertes au chapitre des salaires, que le salaire minimum soit porté à \$2.50 de l'heure, que les pensions soient montées à \$200 par mois et qu'elles soient aussi indexées au coût de la vie en même temps que les allocations sociales, familiales, l'assurance-chômage et les régimes de rente.

Oui mais la Baie James là-dedans? C'est beau les fronts communs mais...

"On a trouvé important que le colloque se tienne malgré les chicanes de la Baie James. Les problèmes posés par la hausse folle du coût de la vie sont d'un intérêt supérieur quant à nous. Ce qui n'empêche pas qu'on a décidé de tenir un autre colloque à l'automne sur les problèmes des relations intercentrales. On va en discuter un bon coup."

La compagnie Steinberg a été condamnée à \$320 d'amende pour avoir ouvert 8 magasins le 23 décembre dernier. C'était un dimanche. Je sais diable pas comment ça a pu leur rapporter d'ouvrir 8 magasins une journée de temps, mais une chose est sûre, c'est qu'à \$40 d'amende par dimanche, ils doivent être tentés d'ouvrir tous les dimanches.

Comme dirait Bourassa: "Ils n'ont pas respecté la loi, on les a condamnés comme tout le monde." Il disait ça pendant le front commun.

En même temps qu'on apprend ça, les trois centrales ont sorti un document intitulé "La hausse des prix, c'est du vol organisé" dans lequel elles identifient clairement qui sont les responsables de la hausse des prix dans l'alimentation. Les augmentations de salaires des syndiqués du secteur? Les petits épiciers? Non. Les responsables sont les grosses chaînes qui contrôlent la distribution: Provigo, IGA, Weston, Métro, Richelieu, Dominion et surtout Steinberg. Ces compagnies contrôlent 90% du marché en gros au Québec et peuvent augmenter les prix tant qu'elles veulent: personne n'a rien à dire là-dessus, surtout pas les travailleurs.

C'est pourquoi les prix ont augmenté de 14.6% en 1973. Quant à leurs profits, ils ont augmenté durant la même année de 23%. Les chanceux, ils n'ont même pas à négocier pour avoir un peu plus d'argent dans leurs poches. Ca se fait tout seul. C'est l'entreprise privée.

Steinberg s'engraisse



Le monde de Ste-Scholastique, le monde de toute la région expropriée pour la construction du nouvel aéroport international de Montréal ne comprennent plus rien. C'est une femme de là-bas qui me l'a dit. Elle était venue voir son garçon qui s'était installé à Montréal dès 1969, l'année de l'expropriation.

Le monde ne comprend plus: pour faire face aux problèmes de l'expropriation de leurs terres par le gouvernement fédéral, ils se sont regroupés dans ce qu'ils appellent le CIAC (centre d'information et d'animation communautaire). Sur 3,200 propriétaires expropriés, 1,700 font partie du CIAC. C'est donc représentatif. Tellement que lorsque les expropriés, par l'intermédiaire du CIAC, ont demandé un comité de conciliation pour régler les cas d'expropriation encore en suspens, ils l'ont obtenu. Ils ont même obtenu que 2 des 3 membres du comité soient nommés directement par le CIAC, le troisième étant nommé par le gouvernement fédéral. Tellement représentatif que lorsque Marchand et Dubé sont venus à Ste-Scholastique l'automne dernier, c'était sur l'invitation du CIAC.

Mais voici que les ministres Dubé et Marchand ne reconnaissent plus l'organisation des expropriés qu'ils accusent de faire de l'obstruction devant le comité de conciliation. Ils demandent même aux expropriés d'abandonner leur organisation pour venir négocier directement avec le fédéral. Je ne sais pas comment Marchand appelait ça quant il s'occupait de syndicalisme.

D'après ce que je peux lire dans les journaux, il est de plus en plus difficile pour les travailleurs de passer à travers une grève. Ils sont pris avec des scabs, des injonctions, la police et des compagnies multinationales que ça ne dérange pas trop trop de voir une usine fermée pendant 6 mois ou un an: elles passent leur production à d'autres usines qui leur appartiennent et qui ne sont pas en grève. Quand ça ne marche pas dans un pays, ça marche dans l'autre.

Face à du monde comme ça, les travailleurs ont du trouver d'autres moyens de se battre. A ce niveau-là, les grèves de Joliette, chez Firestone et à la Canadian Gypsum, ont ouvert un nouveau chemin: la solidarité de tous les travailleurs, quel que soit leur syndicat. C'est comme ça que la grève des gars de Firestone s'est réglée et c'est comme ça que celle de la Gypsum va se régler: les travailleurs des autres usines de Joliette, les étudiants, les professeurs débrayent chacun leur tour pour quelques heures, pour une journée, pour que les boss des multinationales comprennent que s'ils s'attaquent à un groupe de travailleurs, c'est à tous qu'ils s'attaquent.

Devant les grosses compagnies, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de faire front commun. Comme à Joliette, comme à Drummondville contre la Dennison où 180 travailleurs sont en grève depuis le 4 février et comme à Longueuil où les 2,600 travailleurs de la United "Airsrap" tiennent contre une compagnie qui est tellement à l'aise qu'elle paie elle-même la police municipale pour surveiller les 3 piqueteurs permis par porte.

Une minute de plus

La médecine est malade

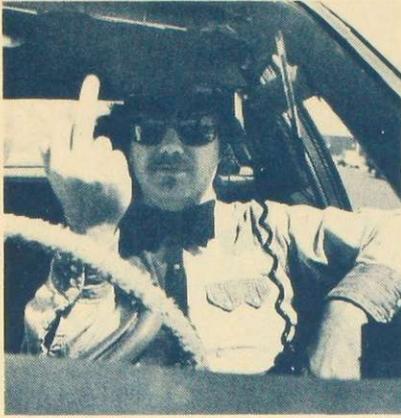
Dans le taxi, on va souvent conduire du monde à l'hôpital.

L'autre jour, après un voyage dans une urgence, j'ai fait embarquer 2 médecins qui s'en allaient dans leur clinique privée. Ils parlaient entre eux des centres locaux de services communautaires. Ils se disaient que le président de la fédération des omnipraticiens du Québec, le Dr Gérard Hamel, avait parfaitement raison de s'opposer aux CLSC.

Ce qui leur faisait peur par-dessus tout, c'est le fait que par les CLSC le gouvernement commence à payer les médecins à salaire. D'après eux autres, si ça marchait là, ça risquerait de marcher partout ailleurs par après. Surtout que le salaire payé pour un médecin dans un CLSC, c'est rien que \$30,000!

Un autre de leurs arguments, c'était que les CLSC, ça n'a jamais fait ses preuves alors que la médecine privée et individuelle, elle, a fait les siennes. Comme s'il fallait toujours rejeter le nouveau parce que l'ancien existe déjà. Les vieux chars qu'on a dans le taxi, ils ont fait leurs preuves, mais à un moment donné il faut les changer. Il y a toujours moyen d'être mieux équipé.

Mais la plus rare que j'ai entendue, c'est quand il y en a un qui a dit que ça n'avait pas de sacré bon sens qu'il y ait du monde ordinaire des travailleurs sur les conseils d'administration. Ils trouvaient ça irresponsable. Comme si ces médecins-là se plaignaient des juges, des avocats ou des hommes d'affaires qui formaient la totalité des conseils d'administration avant que la loi nous permette de siéger là-dessus.



Les juges gagnaient \$28,000 par année, c'est-à-dire \$540 par semaine. Le gouvernement a dit que l'inflation leur faisait terriblement tort: il a donc augmenté les salaires des juges de \$5,000 par année. Les juges gagnent donc maintenant \$635 par semaine. Leur pouvoir d'achat est rétabli. La peur de la misère les a quittés.

Je me demande si le gouvernement a fait la même réflexion quand les 400,000 québécois qui ne reçoivent que le salaire minimum ont demandé que ce salaire soit augmenté à \$2.50 de l'heure à partir du 1er mai 1974. Parce qu'à \$1.85, ils n'arrivent pas. \$3,500 par année, c'est pas un salaire. Quand on sait que pour une famille de 4 enfants le gouvernement fédéral a dit en 1971 qu'il fallait au moins \$5,280 par année pour arriver.

Devant cette demande d'augmentation, Cournoyer a été bon papa: il a décidé d'accorder \$2.10 pour le mois de mai, soit \$84 par semaine. Mais là où Cournoyer se dépasse, nous laisse voir son grand coeur, c'est quand il avoue donner cette augmentation malgré l'opposition de la commission du salaire minimum, dirigée par Claire Kirkland-Casgrain, et contre l'avis des économistes de son ministère. Ce beau monde-là ne voulait pas que le salaire minimum augmente.

Tous des gens qui ont vécu toute leur vie sur le salaire minimum, faut croire, pour saisir aussi facilement la portée du problème.

Ils m'écoeurent



La dédemocratie

Dans le taxi, quand le monde ne parle pas de la température, il parle des problèmes d'actualité.

Par exemple l'autre semaine, c'était sur la Baie James. Je fais embarquer un gars qui était en maudit: "Those damn' workers, they are ruining us. What's the government waiting for?" C'est à peu près ça qu'il m'a dit. J'ai pas répondu, de toute façon il s'en allait au coin de St-Paul et de St-Jacques.

Il parlait de la fermeture forcée du chantier de la Baie James comme si c'était rien qu'à lui, il disait que tous les travailleurs étaient des bandits et qu'ils n'avaient pas à se plaindre vu leurs gros salaires. C'est tout ce qu'il voyait. Il comprenait sûrement que travailler sur un chantier de construction où les conditions de travail font souvent pitié, c'est pas facile. Pas facile non plus parce que la Baie James, c'est loin, c'est froid et c'est 7 jours par semaine. Puis si en plus les gars mangent mal...

D'ailleurs c'est ça que les gars des unions américaines ont dit pour expliquer les troubles. Mais ils en disent bien des affaires parce que moi je connais un gars qui était dans les unions internationales et qui s'est fait vider de la Baie James par son union l'automne passé parce qu'il avait fait un grief contre la mauvaise nourriture. L'agent d'affaires de l'union internationale voulait pas qu'il fasse de grief. Devinez pourquoi.

C'est comme le \$50 par semaine que les travailleurs perdent parce que les unions américaines ont négocié avec les boss que le temps supplémentaire ne commençait qu'après 50 heures de travail, au lieu de quarante.

Mon client, les unions internationales de la construction pis les syndicats de la CSN, il devait pas faire de différence. De toute façon, il devait être contre les unions en général. Ca n'a pas dû le frapper dans les nouvelles que 5 gars du local 791 (la même union que Duhamel de la Baie James) viennent d'être condamnés à 3 ans de prison chaque parce qu'ils avaient battu et blessé des travailleurs de la CSN en juillet 1972 sur le chantier de Ste-Scholastique.

Parce que les unions internationales de la FTQ-construction, c'est le monopole qu'elles veulent avoir; elles veulent que la CSN disparaisse de ce secteur-là. Ca fait que la loi a beau garantir au travailleur le droit d'être membre du syndicat de son choix, ça ne change pas grand chose. Déjà Cournoyer a commencé à leur donner raison lorsqu'il a accepté que la dernière négociation soit menée du côté syndical rien que par les unions internationales. Elles voulaient pas voir la CSN dans le portrait. Il paraîtrait même que Cournoyer serait prêt à céder les bureaux de placement dans la construction aux unions internationales pourvu qu'elles acceptent l'abolition des permis de travail. Un bargain.

OÙ VONT LES SYNDICATS ?

Après la dissolution du front commun de 1972, l'emprisonnement des dirigeants, la scission des 3D, les 102 libéraux, la répression croissante du pouvoir et des notables, les conflits inter-syndicaux ramenés à la surface par les événements de la Baie James, on pouvait croire que les syndicats allaient reprendre leur routine tranquille d'autrefois.

C'est le contraire qui se produit.

Les fronts communs régionaux se multiplient autour de conflits où l'affrontement avec les compagnies

et leurs alliés au gouvernement, dans les tribunaux et dans la police est de plus en plus conscient et organisé: Gypsum et Firestone à Joliette, Great Lakes à Berthier, Matelas Suprême à Shawinigan, Dennison à Drummondville, United Aircraft à Longueuil, Westinghouse à St-Jean, etc.

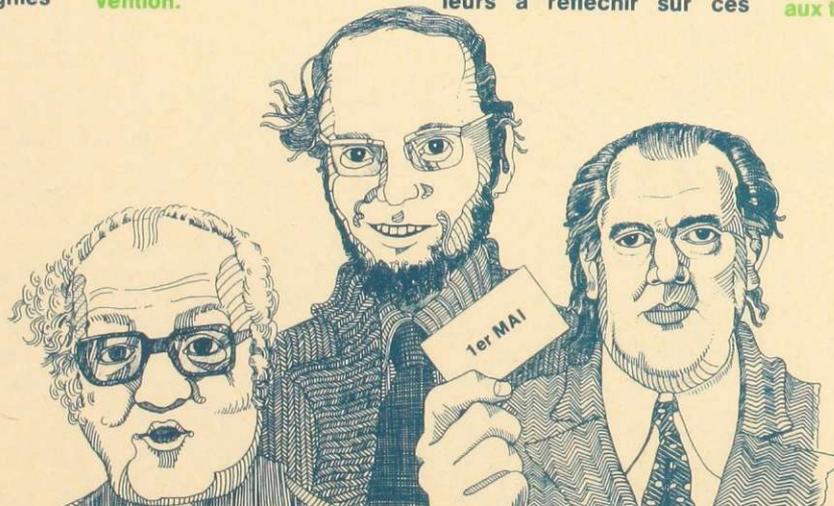
Un nouveau front commun intercentrales organise une offensive sans précédent contre la hausse des prix et des profits et déjà des dizaines de syndicats ont décidé de réouvrir leur convention.

Le 1er mai marquera un moment important dans cette nouvelle montée de solidarité parmi les travailleurs.

Cette volonté de plus en plus évidente des syndicats de regrouper les travailleurs et d'affronter un régime qui n'est pas fait pour eux pose des questions à bien du monde: que veulent les syndicats, jusqu'où les travailleurs sont-ils prêts à aller, que rapportent toutes ces actions collectives souvent imprévisibles et où mènent-elles?

C'est pour aider les travailleurs à réfléchir sur ces

questions que l'équipe du Travail aborde le sujet: où vont les syndicats? La question n'a rien d'artificiel: elle traîne partout. L'équipe a rencontré des syndiqués, des militants, des dirigeants dans plusieurs régions afin de présenter un portrait qui soit le plus proche possible des faits et puisse alimenter une discussion la plus ouverte et la plus constructive possible. A cette fin, nous présentons d'abord notre série d'observations que nous avons tenté d'ordonner le mieux possible pour ensuite tenter de dégager les choix qui s'offrent aux travailleurs.



“LES SYNDICATS VEULENT PRENDRE LA PLACE DU GOUVERNEMENT”

Une première série d'observations concerne l'image publique des syndicats.

Les syndicats sont maintenant perçus dans le public comme une force majeure dans la société québécoise.

Depuis 1970, en dehors des périodes électorales où le PQ demeure le principal agent mobilisateur, les syndicats sont devenus la principale opposition populaire permanente qui dispose de moyens et d'effectifs importants. Ils apparaissent également comme le seul pivot autour duquel peuvent s'organiser un regroupement permanent des travailleurs, syndiqués ou non, et se construire un pouvoir populaire authentique.

Cette importance accrue des syndicats sur la scène québécoise s'est produite brusquement à la faveur de divers facteurs: prise de conscience des liens qui enchaînent le gouvernement au pouvoir patronal, disparition ou dissolution d'autres formes de contestation, cristallisation de l'opposition nationaliste dans l'action électorale du PQ, durcissement du pouvoir libéral et capitaliste face aux travailleurs, etc.

Cette situation nouvelle a pris un peu tout le monde de court.

Les dirigeants syndicaux, qui ne sont pas habitués à des tâches aussi politiques et à des affrontements aussi importants avec l'ensemble du pouvoir: bien équipés pour négocier, ils le sont moins pour encadrer des actions qui débouchent sur la remise en question de tout le système.

Les syndiqués ordinaires, qui étaient habitués à considérer le mouvement syndical comme un ensemble de services pour les membres, centré sur un contrat de travail aux limites précises, et à distinguer nettement l'action syndicale et la politique.

Les centrales syndicales comme telles, qui sont encore peu habituées à travailler ensemble, à intégrer les non-syndiqués à leur action, à collaborer directement avec les autres groupes actifs qui travaillent également à la libération des travailleurs.

Les groupes populaires et les groupes de gauche, qui avaient appris à se méfier des syndicats comme d'organisations bourgeoises, bureaucratiques, repliées sur une minorité de travailleurs privilégiés, plus occupées à s'ajuster au système qu'à le remettre en question.

La population en général, prisonnière de la spirale de la consommation, de la hausse des prix et de la propagande officielle, qui voit facilement dans les syndicats les nouveaux fauteurs de troubles.

Le pouvoir enfin, sous toutes ses formes (gouvernement, patrons, tribunaux, police, média d'information) qui, conscient de sa force et de la dépendance de la population, n'épargne rien pour neutraliser les syndicats et les conflits, discréditer leurs dirigeants, diviser l'opposition, confirmer l'idée qu'il n'y a pas de salut possible pour nous en dehors d'une soumission aveugle au capital américain.



En somme, de l'extérieur sinon de l'intérieur, les syndicats sont de plus en plus perçus comme un mouvement politique et un des principaux acteurs sur la scène québécoise.

“LES DIRIGEANTS PARLENT FORT MAIS LES MEMBRES NE SUIVENT PAS”

L'image de force politique que les syndicats projettent à l'extérieur ne correspond pas entièrement à la situation interne des syndicats. Il y a sur ce point une deuxième série d'observations qu'il faut aussi avoir le courage de rapporter.

En effet, même s'il faut reconnaître que les syndicats et un grand nombre de syndiqués prennent conscience rapidement de l'injustice généralisée de notre système et identifient les véritables adversaires des travailleurs, il est bien évident que cette prise de conscience est encore loin d'être généralisée et approfondie, et qu'elle engendre un certain nombre de conflits et de confusion; est-ce qu'on a les moyens pour venir à bout d'un tel système et qu'est-ce qu'on va mettre à la place?

Egalement, même si les syndiqués ont suscité des mobilisations remarquables de travailleurs autour de conflits et de problèmes particuliers ces dernières années, il n'en demeure pas moins que le mouvement syndical fait face en même temps à une crise du militantisme traditionnel, une baisse de la participation quotidienne, et parvient difficilement à soutenir une mobilisation permanente de ses effectifs.

Dans toutes les régions, les responsables de syndicats se plaignent amèrement: nos membres ne sont plus intéressés, on ne sait plus quoi faire pour les amener aux assemblées et les engager dans l'action; on leur offre le mouvement et ils n'en veulent pas; si ça paye pas ça les intéresse pas, ils considèrent le syndicat comme une assurance qui, moyennant une cotisation, leur fournit des services pratiques et ils élisent des gars pour régler leurs problèmes à leur place; ils se comportent envers le syndicat comme envers le gouvernement, etc.

Dans la bouche des permanents régionaux, ce reproche prend souvent une autre forme: si la CSN ne s'occupe pas des membres au moins autant que de déclarations politiques et d'actions spectaculaires, on va tout perdre.

Est-ce la mentalité de consommateur qui ronge tout? Est-ce les dirigeants qui sont trop loin des membres, ou vont trop vite, ou sont devenus des syndicalistes de carrière? Est-ce les changements de mentalité qui sont toujours plus lents qu'on le voudrait? Est-ce parce que les travailleurs se méfient encore trop de la politique, ou ne sont pas informés, ou se sentent impuissants face au système? Est-ce parce que le mouvement syndical n'est pas encore parvenu à éclairer les luttes particulières par un projet social et politique suffisamment clair, concret et complet pour mobiliser les travailleurs? Est-ce la conséquence d'un syndicalisme trop axé sur les services et faisant trop peu appel à l'action directe?

Tout cela est sans doute vrai en même temps.

C'est sans doute à travers ce bouillonnement et ces luttes particulières que beaucoup de travailleurs apprennent à se libérer et à s'organiser; il y en a aussi qui décrochent après une ou deux luttes qui



n'ont pas de suites évidentes, ou parce qu'ils n'y voient pas clair. Quoiqu'il en soit, le fait demeure. Il y a un problème de mobilisation permanente des travailleurs, syndiqués et non-syndiqués. Au niveau de ses membres et de son organisation, le mouvement syndical a encore beaucoup à faire pour devenir un mouvement politique susceptible de modifier de façon significative les rapports de force actuels. A quoi ça sert d'organiser et même de donner des services si les membres n'apprennent pas à se servir de leur force collective pour régler leurs problèmes?

“QU'Y

COMMENCENT DONC PAR ARRÊTER DE SE BATTRE ENTRE EUX AUTRES”

Une troisième série d'observations, touchant l'unité syndicale, s'impose d'elle-même.

Du moment que les syndicats ne se contentent plus de donner des services syndicaux à leurs membres mais sentent le besoin, pour com-

battre les injustices que subissent les travailleurs, de s'attaquer au régime lui-même, le problème de l'unité syndicale et de l'unité des travailleurs en général prend une importance nouvelle. Ce n'est donc pas par hasard qu'on discute de plus en plus de front commun permanent, de fusion des centrales, de fronts communs régionaux, de maraudage, d'émancipation des locaux d'unions américaines, de solutions aux luttes intersyndicales dans les syndicats de la construction, de syndicalisation des non-syndiqués, etc.

Ce qui est important sur ce point, ce n'est pas tellement les accusations faciles que peuvent porter des gens qui ont intérêt à dénigrer le mouvement syndical ou qui sont pour l'unité syndicale d'une façon aussi simpliste que pour l'unité de tous les hommes sur la planète et la fraternité universelle. Ce qui est important, c'est que de plus en plus de travailleurs sentent le besoin de l'unité syndicale, et y poussent leurs dirigeants, sans s'embarrasser plus qu'il ne faut des problèmes techniques à résoudre; ce qui est important, c'est que les fronts communs de syndiqués de toute allégeance et de travailleurs non-syndiqués se multiplient dans les régions et les villes, autour de problèmes et d'actions concrets: Joliette en est sans doute le meilleur exemple en ce moment; ce qui est important, c'est que des gestes concrets commencent à être posés au niveau des centrales elles-mêmes: le front commun de 1972, le récent colloque inter-centrales sur

la hausse des prix, le colloque inter-centrales convoqué pour l'automne sur l'ensemble des relations inter-centrales, etc.

A travers tout cela, l'unité d'action (pas nécessairement la fusion des centrales) se construit: les mentalités changent, les préjugés tombent, les problèmes à résoudre se précisent. L'abcès de la construction n'est peut-être pas loin de crever sinon de se vider, les critères et les mécanismes qui pourraient présider aux changements d'allégeance syndicale sont à l'étude, la décolonisation des unions américaines et la démocratisation des diverses structures syndicales sont discutées, des mécanismes permanents de collaboration et de coordination se mettent en place, etc.

L'unité syndicale est un problème complexe, n'en déplaise aux prophètes, et remet en question aussi bien les moeurs et les personnalités que les structures et les idéologies syndicales. Les travailleurs, les militants et les organisations



syndicales ne sont pas homogènes et il manque encore beaucoup d'information sur les obstacles réels qui freinent une unité d'action plus entière. La liberté et la démocratie syndicale sont aussi des valeurs importantes. Il ne suffit pas de dire qu'il serait plus logique de s'entendre pour régler des problèmes.

Mais la solidarité croissante des travailleurs et l'émergence d'une conscience de classe, pour parler comme les marxistes, changent rapidement beaucoup de choses. Et sans aucun doute, avant longtemps, c'est tout le domaine de la jonction des syndicats avec les groupes populaires, les groupes d'action et les travailleurs non-organisés qui se précisera également.

“LES SYNDICATS SE MÉLENT TROP DE POLITIQUE”

Les syndicats se politisent. C'est indéniable. Mais comment, jusqu'à quel point et où cela les mènent-ils? C'est le sujet d'une quatrième série d'observations, la plus difficile à bien ordonner.

Les syndicats au Québec n'ont jamais été de purs syndicats d'affaires: Le syndicalisme au Québec a toujours comporté et comporte encore une contestation du pouvoir des politiciens, des patrons et des notables.

Depuis quelques années, cependant, cette contestation du pouvoir se fait plus systématique: les syndicats prennent conscience de plus en plus clairement du fait que les causes de l'exploitation des travailleurs sont au coeur même du système et les affrontements spontanés avec le pouvoir se font de plus en plus fréquents et significatifs.

Cette radicalisation politique, même si elle demeure incomplète et fragile, pose de plus en plus nettement le problème de l'orientation politique des syndicats. Il faudra bien un jour que les prises de conscience et les affrontements spontanés débouchent quelque part ou du moins aillent dans une direction politique de plus en plus définie. Le risque de perdre du monde en chemin est aussi grand si l'on tarde trop à définir les objectifs et les moyens pour y arriver que si on le fait trop tôt. Où en sont les syndicats sur ce point?

Les documents politiques produits par les centrales ont servi à une prise de conscience et à un rejet théorique du système dans lequel nous vivons, mais ils n'ont pas encore donné lieu à la formulation d'un projet politique de remplacement à long terme. Le concept le plus clair qui s'en est dégagé est peut-être celui d'un pouvoir des travailleurs à élargir, à construire. Mais ce concept est encore trop général pour fournir une pleine cohérence aux actions particulières.

Les syndicats, de plus, s'ils savent de plus en plus qu'il faut changer le régime et non pas seulement le surveiller, n'arrivent pas facilement à choisir leur terrain de lutte. Leur terrain de lutte spécifique n'a jamais été le pouvoir politique lui-même mais plutôt le pouvoir dans l'entreprise, le milieu de travail et de vie des travailleurs. Sans doute la convention collective s'est avérée insuffisante, mais elle peut être élargie considérablement et devenir l'occasion de rapports de force politique encore plus significatifs.

Le deuxième front a donné lieu à diverses actions positives mais finalement assez dispersées et décevantes, qui ne sont jamais parvenus à mobiliser massivement les travailleurs ni à modifier substantiellement leur situation; aussi, la tendance actuelle est plutôt de centrer l'action et la formation sur les travailleurs en conflit ou en difficultés et de mobiliser autour d'eux tous les travailleurs d'une ville ou d'une région. Plusieurs croient que la voie politique des syndicats réside précisément dans



cet élargissement progressif du pouvoir des travailleurs à partir de luttes solidaires, enracinés dans l'entreprise et les milieux de travail et de vie des travailleurs.

D'autres croient que ces luttes, si pertinentes soient-elles, risquent de tourner en rond et de rester sans suites si les travailleurs ne définissent pas plus clairement le projet politique "populaire" qui puisse les guider et ne préparent pas l'avènement d'une organisation politique (un parti) capable de prolonger leur action et leur projet comme syndicats. Les comités populaires indépendants pourraient constituer éventuellement l'infrastructure de base pour l'élaboration de ce projet politique populaire et l'organisation d'un parti populaire indépendant. Mais leur implantation est si lente et si imprécise, qu'il n'est pas sûr qu'ils puissent jouer ce rôle, d'autant plus qu'ils sont supplantés à plusieurs endroits par l'idée des fronts communs syndicaux régionaux axés sur les luttes syndicales elles-mêmes.

En l'absence d'un projet politique populaire et d'un parti politique populaire, c'est le PQ qui récolte l'engagement politique des travailleurs et des militants syndicaux sur le plan électoral. Même si le PQ, à ses propres yeux et aux yeux de beaucoup de travailleurs, n'est pas un parti des travailleurs mais un parti pour "toutes les classes de la société" et ne présente pas un projet politique qui coïncide avec ce que serait un projet politique autonome des travailleurs, c'est pour le moment la seule organisation qui offre un cadre politique d'ensemble pour un certain nombre de changements et une chance de gagner.

"VA FALLOIR QUE LES SYNDICATS SE BRANCHENT"

Nous avons tenté d'ordonner quatre séries d'observations autour des points suivants:

1. l'importance politique prise par les syndicats.
2. la crise du militantisme à l'intérieur des syndicats.
3. la recherche concrète de l'unité syndicale.
4. le problème de l'orientation politique des syndicats.

Ces observations sont sans doute susceptibles d'être interprétées de plusieurs façons.

Elles nous semblent cependant placer les travailleurs devant un certain nombre de questions auxquelles seuls ils devront répondre.

Une première série de questions se situe **au niveau du pouvoir**. Les syndicats vont-ils accepter de jouer un rôle politique de plus en

plus important; politiquement, vont-ils se contenter de défendre les travailleurs dans le système ou vont-ils tenter de plus en plus de changer le système et d'élaborer un projet politique populaire de remplacement susceptible de donner leur sens aux actions particulières.

Une deuxième série de questions se situe **au niveau des moyens et des terrains de lutte**. Les syndicats vont-ils tenter de changer le système à partir uniquement d'affrontements "politiques" centrés essentiellement sur l'entreprise et au cours desquels les travailleurs élargissent progressivement leur conscience politique, leur organisation et leur pouvoir (laissant ainsi pour le moment la voie libre au PQ sur le plan de l'action politique directe); ou vont-ils préparer concrètement, en même temps, l'avènement d'un parti politique populaire indépendant capable de prolonger sur le plan électoral (prise du pouvoir politique) l'action qu'ils mènent comme syndicats au niveau de l'entreprise et des milieux de vie des travailleurs.

Les réponses que donneront les travailleurs aux questions précédentes, touchant la direction politique d'ensemble des syndicats, conditionneront largement les initiatives qui seront prises pour renforcer la participation, susciter une mobilisation permanente et progresser vers l'unité syndicale et l'unité des travailleurs en général. C'est au travailleur de choisir si le mouvement syndical deviendra de plus en plus un mouvement politique efficace et quel rôle politique il jouera dans l'avenir de la société québécoise.



NOUS

AUTRES, C'EST ÇA QU'ON FAIT !

les fronts communs régionaux

Le monde ordinaire n'a pas lâché. Il suffit de se promener dans le Québec pour rencontrer partout des initiatives populaires: télévision communautaire, coopératives, caisses d'économie, comités d'aide aux chômeurs, comités de citoyens, formation de comités populaires, regroupement des femmes-chefs de famille, action municipale, ACEF, journaux parallèles, communes de jeunes, organisations régionales du PQ et les multiples luttes syndicales.

Deux traits nous parais-

sent caractéristiques en ce moment.

Premièrement, la tendance au regroupement de ces diverses forces: des fronts communs régionaux naissent ou renaissent un peu partout; la jonction commence à se faire entre les syndicats de diverses allégeances et les groupes populaires: la solidarité prend forme et s'organise.

Deuxièmement, l'action commune s'organise de plus en plus autour de groupes de travailleurs en conflit ou en difficultés: Gypsum à Joliette, Great Lakes à Berthier, Westing-

house à St-Jean, Mate-las Suprême et Cascade Meubles à Shawinigan, United Aircraft à Longueuil, Dennison à Drummondville, l'amiante et l'amiantose à Thetford, l'opération contre la hausse des prix lancée par les trois centrales syndicales, le salaire minimum, l'hygiène industrielle, le Pavillon St-Dominique, les suspendus de l'Alcan au Saguenay, et bientôt sans doute, les travailleurs des services publics. "Nous, le monde ordinaire" commence à prendre un sens concret et de plus en plus politique.

Hull

Les citoyens se regroupent

L'an dernier, en avril, le Regroupement des Comités de Citoyens de Hull voyait le jour. Bien que le RCCH fonctionnait de façon informelle depuis 4 ans, les 8 comités de citoyens de 150 à 200 membres, groupés par quartier, ont décidé de se donner des structures, d'intégrer et de mettre sur pied divers comités. Réunis en assemblée générale, les citoyens se sont donné un exécutif, nommé 3 personnes pour assurer la permanence, et élu pour chaque comité organisé, un président, formant ainsi un bureau de direction.

Les comités

Une clinique juridique donne de

l'information légale et plaide les causes des personnes à faible revenu.

Le comité du bien-être social donne de l'information et aide les assistés sociaux à faire respecter leurs droits.

Action Santé a créé des dispensaires populaires dont le personnel est bénévole et où les médicaments sont distribués gratuitement.

Femmes de demain regroupe des femmes divorcées, séparées, célibataires qui ont charge de famille, qui ont entre-autre organisé plusieurs garderies.

Le 3e âge où on s'occupe actuellement d'organiser des loisirs pour les vieillards.

Un **chantier éducatif** et des **comités d'éducation** travaillent avec tous les comités.

Un **comité logement** fait des recherches, recueille des statistiques et informe la population sur le code du logement. Les petits salariés sont forcés de déménager car on démolit des quartiers ouvriers complets pour les repeupler avec des anglais et des fonctionnaires fédéraux. Plusieurs actions sont entreprises et de vastes projets d'information mis sur pied doivent aboutir à un colloque en mal.

Marsoui

La lutte continue

Ceux qui ont pu lire le premier numéro du magazine "Le Travail" (publié par la CSN) se souviennent de la bataille des gars de Marsoui en Gaspésie. Pendant six mois, ils se sont battus contre les boss anti-syndicaux du moulin à bois (Bobois Ltée) qui voulaient leur imposer un syndicat de boutique sous la menace des fiers-à-bras et des scabs fournis par la FCAI de Lucien Tremblay. Toute la population du village s'est tenue et le syndicat (affilié à la CSN) a réussi à négocier sa première convention collective.

Et ça continue. Pendant le conflit, les grévistes se sont rendu compte que leurs représentants au conseil municipal avaient plutôt tendance à défendre la compagnie que la population. Lors des dernières élections municipales, la population et les ouvriers du moulin ont présenté leurs propres candidats. Ils ont tous été élus sans exception et les notables locaux ont été expulsés du conseil municipal. A

Marsoui, le monde ordinaire a pris ses affaires en main.

C'est la même chose à l'usine. Les patrons n'ont jamais vraiment accepté la victoire du syndicat et son affiliation à la CSN. Ils essaient, par des tactiques de harcèlement ou par des con-

gédiements, d'écoeurer les gars. Mais ça marche pas. A Marsoui, les griefs se règlent "sur le bras". Quand les patrons veulent rien savoir, les gars arrêtent la production et ça se règle vite dans ce temps-là. C'est pas plus compliqué que ça.



Au Saguenay

Comité de solidarité pour les 32 travailleurs de l'Alcan "suspendus"

32 travailleurs d'Alcan à Arvida viennent d'être suspendus pour des périodes allant de 2 mois à 2 ans par un tribunal d'arbitrage présidé par le juge Lippé. Leur crime est d'avoir fait opposition à la convention que Jean Halley s'appretait à signer et d'avoir tenté de provoquer un débrayage spontané, alors que le droit de grève était acquis. Le syndicat, la compagnie, la police étaient intervenus pour étouffer la résistance et s'assurer d'un vote favorable aux offres. Cette résistance n'était pas étrangère à la désaffiliation du syndicat de la CSN dont Jean Halley s'était fait le principal artisan. Pour Halley, les résistants étaient des CSN indésirables.

L'Alcan avait alors congédié 48 travailleurs identifiés à tort ou à raison comme l'âme de la résistance. En acceptant de signer la convention, Halley fut satisfait que les congédiements soient changés en suspensions avec

droit à un arbitrage. L'arbitrage a eu lieu et 32 travailleurs se voient suspendus sans appel pour des périodes de 2 mois à 2 ans. Le syndicat s'est contenté de déplorer la sévérité des sentences et de s'adresser à l'ACEF s'ils veulent actionner la compagnie au civil, prétendant avoir fait pour sa part tout en son possible pour défendre les gars.

Un comité de solidarité des 32, qui regroupe les travailleurs syndiqués de la région et plusieurs organismes populaires, notamment l'ACEF, a été mis sur pied dans la région pour venir en aide aux 32 que le syndicat de Halley abandonne à leur sort, sans salaire, sans secours. Un syndicat indépendant, c'est bien connu, c'est un syndicat de boutique. Les travailleurs de l'Alcan qui ont laissé Halley le politicien sortir leur syndicat de la CSN le constateront de plus en plus.



Abitibi-Côte Nord

Les maisons coopératives

Les différents groupes et associations de travailleurs sentent le besoin de se regrouper au plan régional, de travailler dans un même endroit, dans un même local. Déjà à Rouyn-Noranda et à Baie-Comeau-Hauterive on a mis en marche des projets de maisons coopératives.

En Abitibi-Témiscamingue, le S.T.E.N.O.Q. (Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du N.O.Q.) adoptait une résolution le 13 février dernier pour "signer une promesse d'achat de la Maison des Retraites Fermées des Missionnaires Oblats à Rouyn pour le prix de \$85,000 dont \$5,000 comptant." Le but de l'opération consiste à "regrouper des corporations et des sociétés à caractère local, régional ou provincial vouées principalement à la défense des intérêts des travailleurs, à la promotion de la coopération et au bien-être des citoyens."

A Baie - Comeau - Hauterive, Clermont Tremblay travaille auprès des centrales syndicales, des caisses populaires et de la Fédération des Cooprix pour les intéresser à la construction d'un édifice coopératif qui abriterait: un COOPRIX, un magasin de meubles, un magasin de linge, une Caisse Populaire, une Caisse d'Economie, les bureaux de l'A.C.E.F. et des centrales syndicales et finalement un Club de loisirs et des salles à l'usage des travailleurs.

Dans les deux cas, l'idée de base consiste à regrouper les travailleurs, à les faire travailler ensemble pour former une conscience collective, une plus grande solidarité entre les groupes de la région. C'est à suivre de près.

Pavillon Saint-Dominique

“On a décidé de se battre, c'est pour gagner. On lâche pas.” C'est une gréviste du Pavillon St-Dominique qui parle. Comme 19 autres camarades, elle est en grève depuis le 19 mars 1972. Tout a été essayé pour que les soeurs qui dirigent le Pavillon reconnaissent le syndicat. Ça dure depuis 1966. Des prises de position de nombreux curés à l'occupation de l'archevêché, de l'archevêché à l'intervention du cardinal Roy, du cardinal à la Sacrée Congrégation des Religieux et Religieuses à Rome. Rien n'y a fait. Les soeurs ne veulent rien savoir: “Priez, priez...”

Les grévistes ont donc décidé d'alerter l'opinion publique et le

monde d'Eglise au moyen d'une pétition qui a pour but d'appuyer la solution de règlement proposée par le cardinal Roy lui-même. Cette solution prévoyait un arbitrage obligatoire: les soeurs Dominicaines de la Trinité ont refusé disant qu'elles avaient tout à y perdre.

Cette pétition circulera bientôt dans tout le Québec, dans les conseils centraux, dans les diocèses, sur les lieux de travail. Les syndiqués du Pavillon St-Dominique veulent que les travailleurs et les milieux catholiques prennent position en masse dans le conflit afin de forcer les soeurs à négocier enfin de bonne foi.



Baie-Comeau-Hauterive

Le comité populaire

Le comité populaire de Baie-Comeau-Hauterive est en voie d'organisation. Une cinquantaine de personnes ont participé à la réunion de fondation et ont accepté de devenir membres des différents comités mis sur pied.

C'est sur le thème de la consommation qu'a été lancé le comité. A cause du problème de la hausse des prix à l'heure actuelle, les responsables ont cru bon de susciter la participation de la population en s'attaquant à des problèmes qui touchent le monde dans leur vie de tous les jours. Chaque fois qu'un problème surgit et que des gens veulent s'en occuper, un comité peut être créé.

A l'heure actuelle, les problèmes sur lesquels on travaille sont les suivants: la création d'un journal, l'assurance automobile, les femmes, l'information sur la consommation, les mouvements coopératifs, le cinéma politique et les activités sociales. Le rôle du comité populaire consiste à coordonner les différents comités et les différentes actions qui peuvent être entreprises par la population.

Pour éviter le noyautage par les élites locales, seuls les travailleurs salariés, les chômeurs, les assistés sociaux, les étudiants et les agriculteurs peuvent en faire partie. Avec 60% de travailleurs syndiqués dans la région, normalement ça devrait fonctionner. Mais le principal problème du syndicalisme à l'heure actuelle, c'est le manque de participation, surtout lorsque les salaires sont élevés comme sur la Côte Nord. Reste à voir...

Montréal

La journée des femmes



Le 8 mars dernier, nous célébrons notre fête. On commençait à s'habituer à voir des femmes aux manifestations, aux contestations et à certaines réunions. D'ailleurs, tout le monde le sait, il y avait toujours un petit air de fête, une sensation de plaisir à être toutes ensemble à ces manifestations et contestations. En tout cas, le 8 mars, la salle paroissiale St-Edouard, immense, était bondée. Les journaux ont compté 1,200 personnes et plus des trois quarts étaient des femmes.

Ca donne un côté neuf à une réunion, nettement intimidante au début. Pour les rares hommes qui étaient là et pour la plupart des femmes aussi. On n'est pas tellement habituées à être ensemble, comme ça, juste des femmes. Mais on avait des choses à se dire.

On a commencé par se dire qu'on devrait peut-être unir nos efforts à ceux de nos hommes et lutter avec eux pour une libération commune, parce qu'il n'y a pas à dire, eux aussi sont souvent "pognés". Libération des travailleurs. Oui.

Des femmes haïtiennes, indiennes, chiliennes nous ont parlé de la libération de leur peuple. Oui.

Puis, nous autres, on s'est parlé de nous autres. Ca commençait à être le temps qu'on se parle parce qu'on en avait des choses à se dire. On s'est dit

que la maison, c'est trop souvent une prison. Des fois, c'est une prison dorée, pas souvent.

On s'est dit que le travail en dehors même s'il est plate et sous-payé, donne l'impression, chèrement acquise, qu'on fait partie du monde un peu. On s'est dit qu'on menait une vie de folles à courir de la maison au travail aller-retour, comme si de toute façon celles qui restent à la maison travaillaient pas – dixit Yvon Deschamps et ses semblables. On s'est dit aussi qu'on avait besoin des garderies, qu'on voulait avoir le droit de décider pour vrai combien d'enfants on veut et que l'avortement c'est de nos affaires avant d'être de celles des autres. Une espèce de sentiment de complicité comme les hommes ont naturellement dans leurs congrès, leurs jeux, leurs beuveries et qui est tellement inhabituel pour nous.

Les femmes ont enregistré elles-mêmes sur vidéo leur fête, ont pris des photos, ont chanté, ont fait des sketches. On ne sait trop comment un jeune homme est venu, avec d'autres, déclamer des poèmes *sur la femme*. Malheureusement pour lui, le poème qu'il disait était nettement agressif et méprisant pour les femmes. Il n'était pas à la bonne adresse ce soir-là! Il n'a pas pu le finir! Ca été comme un accident qui nous a permis de réaliser qu'on se respectait!

Hull

CTVO une coopérative originale

La plus jeune des 80 coopératives de la région de l'Outaouais, CTVO (coopérative de télévision de l'Outaouais) a eu sa charte de l'année passée et devrait commencer à fonctionner en septembre prochain.

Le projet de CTVO, lancé par l'ACIO (association des comités d'information de l'Outaouais) qui a brassé pas mal d'affaires même s'il a avorté, a eu comme point de départ la crise "sur le Vif", une émission d'information "boostée", quand l'animateur a congédié toute l'équipe. L'idée d'une télévision basée sur une formule coopérative a fait son chemin.

Chaque zone a des représentants réunis en conseils de zone qui font de l'animation et rapportent des "feed back" dans leur quartier. CTVO va promouvoir le pouvoir coopératif et va donner une forme et une image à ce qui se passe dans les milieux populaires.

On prévoit que la publicité locale y sera d'environ 40%.

Une campagne de financement a été lancée. L'objectif de \$250,000 a été dépassé de quelques \$2,000 et le nombre de sociétaires, répartis assez également entre le Québec et l'Ontario, atteint 6,500.

NOUS

Les tomates

On avait entendu dire qu'à Manseau il s'était parti une coopérative de tomates en serre, et comme c'était sur notre chemin, on a décidé d'arrêter voir ça. Quand on est arrivés à Manseau, on a donc tout de suite cherché les serres. On en a vu une, puis, en arrière, deux ou trois autres, effondrées, en lambeaux. En s'approchant à pied, cette affiche: Coopérative de tomates en serres de Manseau - **Bati avec les bras du Québec.** Le cœur nous a quasiment manqué! Nous sommes alors partis aux renseignements.

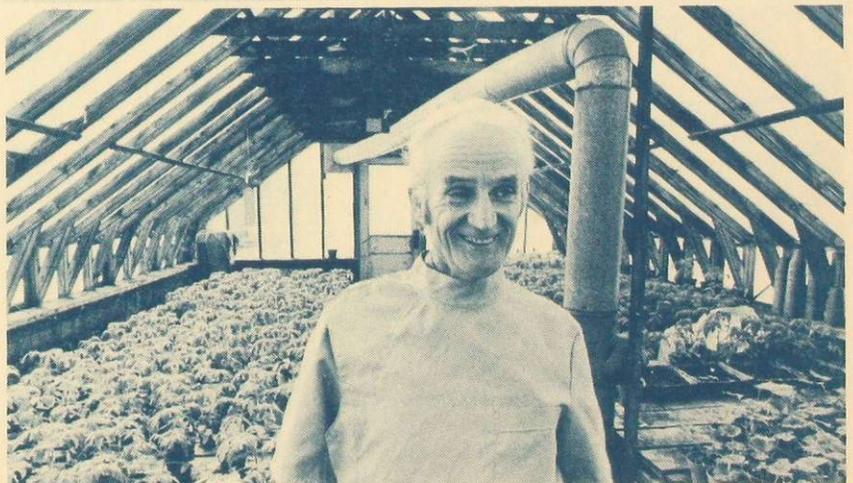
Bon. La Coop doit son existence à l'initiative du comité de citoyens et de deux animateurs de la compagnie des Jeunes Canadiens. A l'origine, elle avait pour but de créer des emplois dans la place et de mettre en valeur l'environnement local. Les gens ont donc construit les serres eux-mêmes avec le bois de leurs arbres. Ensemble ils ont acheté des terres des environs et ont commencé une pépinière et de la culture maraîchère. Pour ça, ça va: les travaux reprendront avec le printemps. Mais les serres! Cet automne, avant la cueillette, les plants de tomates, les 1,200 plants de tomates, presque mûrs, ont gelé parce que le verglas, les pannes d'électricité et aussi, selon des indices bien précis, du sabotage ont détruit les serres. On s'est aperçu par ces catastrophes successives que le bois qui avait servi à la construction des serres n'était pas adéquat, et aussi que ce serait une bonne mesure de prévention que d'installer des sonnettes d'alarme qui indiqueraient immédiatement toute baisse de température dans les serres. Eventuellement, quelqu'un de-

vrait pouvoir demeurer à proximité pour ne pas avoir à courir de trop loin en cas d'alarme.

Comme l'une des serres n'était pas trop abîmée, on l'a remise en état de fonctionner, on a loué les deux serres personnelles de M. Dominique Lambert (qui avait été l'un des promoteurs du projet) et on a reparti 500 nouveaux plants de tomates! On devait justement les transplanter dans la pleine terre de l'unique serre de la Coop quelques jours après notre passage. Il est probable qu'on acceptera

l'aide technique du ministère de l'Agriculture dans la construction des nouvelles serres. On se réorganise donc. On avait prévu un plan de cinq ans, ce n'est pas le temps de lâcher.

Les voisins d'en face surveillent presque affectueusement le projet: "Ca les a reculés ça l'automne passé, cette gelée-là. Y ont espérance de faire de l'argent si y ont pas d'autres bad lucks. Mais y faut qu'une personne reste là, ça c'est comme un bébé, faut que ça soit suivi de proche".

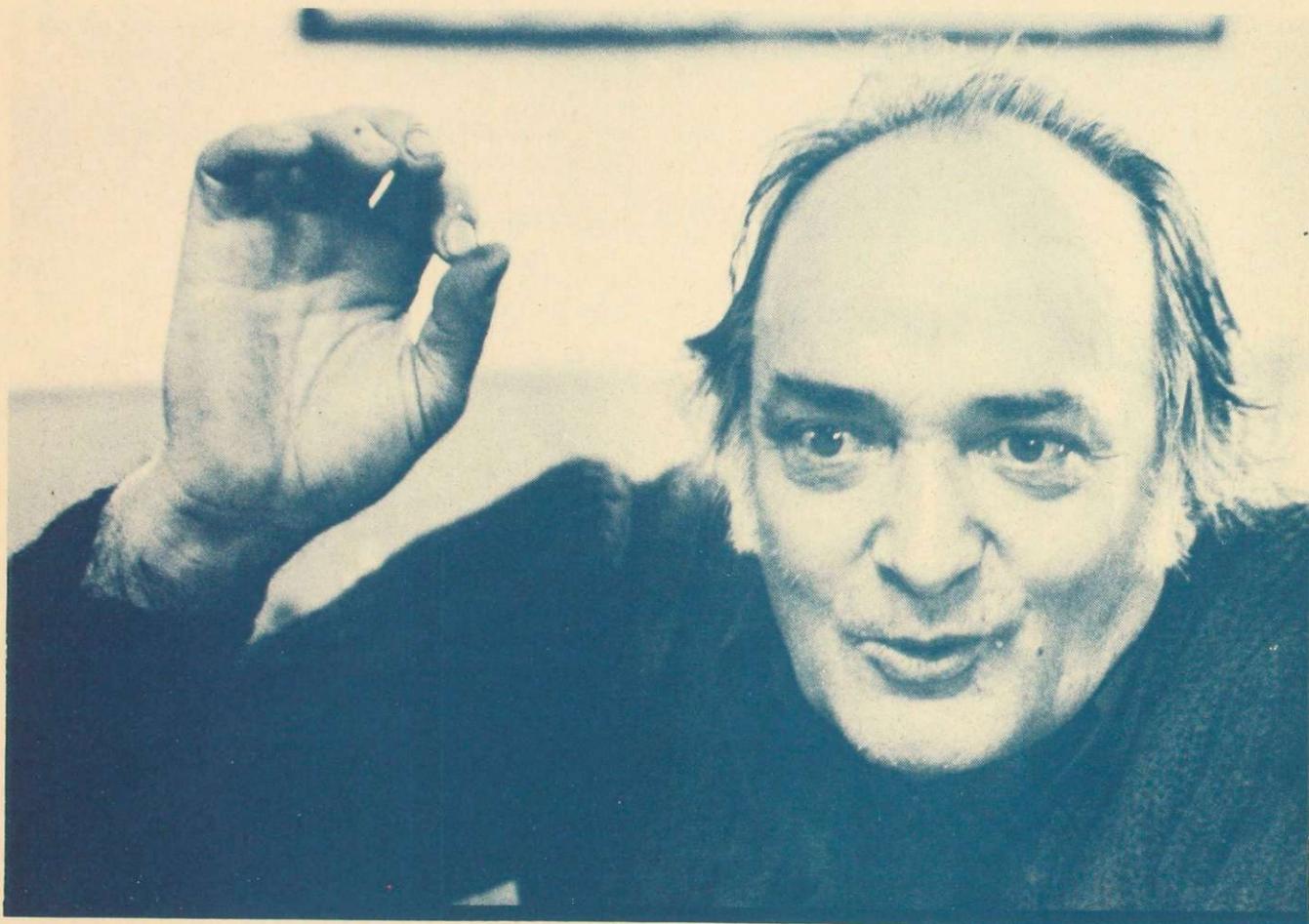


portrait d'un travailleur

charles néron

Charles Néron, 53 ans, mécanicien dans l'usine de St-Raymond Paper, à Desbiens lac St-Jean, où il a commencé à travailler à l'âge de 15 ans.

Marié, père de cinq enfants, grand amateur de vin de bleuets qu'il fabrique lui-même, président de son syndicat, militant du mouvement coopératif, commissaire d'écoles pendant une vingtaine d'années, c'est lui que les gens de Desbiens vont voir quand ils sont mal pris.
"Ils m'ont sorti de l'école parce qu'ils me trouvaient trop malcomode, dit-il, alors fallait bien que j'apprenne quelque chose des autres."



*"La vie quand elle est bien vécue, c'est un loisir.
Entre exister et vivre, il y a une marge.
Vaut mieux en avoir moins
et prendre le temps de respirer.
Si j'avais fait une vie docile,
est-ce que je serais mieux que je suis là?"*

Il est une sorte de résistance contre l'organisation capitaliste du travail et de la vie. Mais c'est à Desbiens qu'il a choisi de résister, dans un village où les ravages de la production capitaliste sur la vie du monde sont aussi réels que dans les grandes villes: comme ce fléau de la production continue sur sept jours, dira-t-il, qui brise toute la vie sociale et familiale. Pour lui c'est un vrai déshonneur que la compagnie ait acheté cela avec de l'argent.

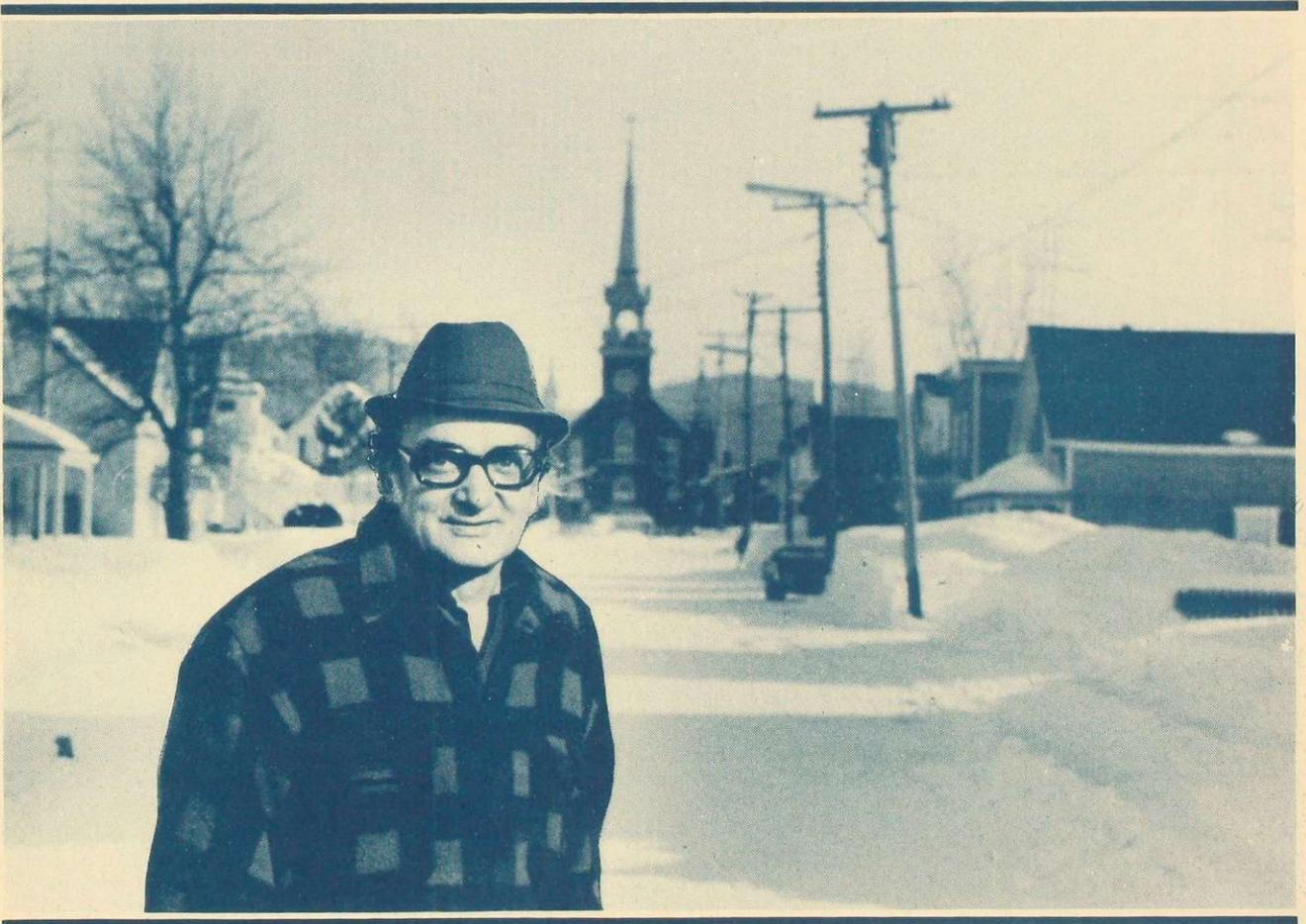
Un Résistant

Dans un village de 2,000 habitants, Charles Néron parle des compagnies multinationales et des hommes politiques comme on en parle dans les villes. Pendant la campagne pour empêcher la fermeture de l'usine, en 1971, il dira à Cournoyer:

“Vous ne ferez pas de discours politique ici. Vous allez répondre aux questions de la population, et je vais poser la première: Qu'est-ce que vous pensez d'une compagnie qui a exploité nos richesses naturelles au maximum, qui a exploi-

té une main-d'oeuvre docile au maximum, et qui après avoir empoché les dividendes, après avoir pollué la rivière, nous laisse avec les cabanes?”

Le moins qu'on pouvait exiger, ajoute-t-il, c'est que la compagnie remette la place et la rivière dans l'état où c'était quand elle est arrivée. La réponse de Cournoyer avait été d'accorder des permis de travail aux employés de l'usine pour qu'ils puissent travailler sur la construction...



“Ca me prend quatre minutes pour me rendre à l'usine à pied. Ca me laisse du temps pour jaser avec le monde, pour faire du vin, pour ramasser des champignons. Mais quand vous me verrez dans l'usine, vous ne me reconnaitrez pas. Quand j'entre là, je ne suis pas le même homme.”

Un souvenir lui revient, des premiers temps qu'il travaillait au moulin. Le président de la compagnie avait l'habitude de dire qu'il gardait le moulin ouvert pour faire vivre sa grande famille de Desbiens. Charles Néron s'emporte: "Ca prenait bien un Anglais pour venir nous dire ça!" Car ce moulin, c'est plutôt les gens de Desbiens qui l'ont porté à bout de bras pour la St-Raymond Paper, en acceptant pendant longtemps des salaires moindres que dans les autres compagnies de papier.

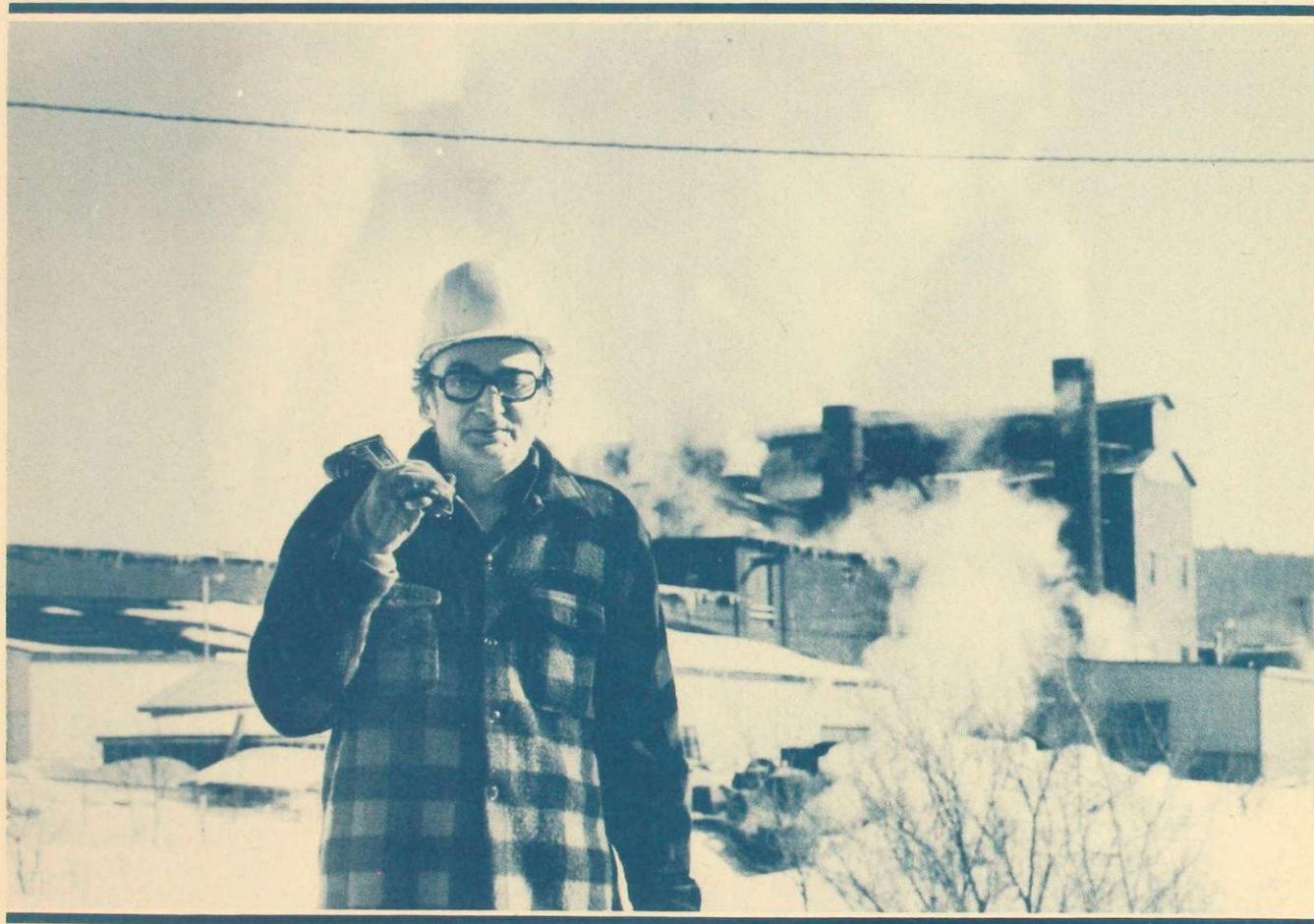
Charles Néron lui, il l'a

À bout de bras

fait porter au bout du drapeau des patriotes pendant ce qu'il appelle les "contestations" de 1971 pour empêcher la fermeture du moulin. Il a fait fabriquer 60 drapeaux des patriotes par le Cercle des fermières, pour donner aux manifestations du comité de

citoyens un impact plus grand. "On a fait le tour du lac St-Jean avec les drapeaux, en chantant 'Les gens de Desbiens sont en calvaire'. C'était beau. Le monde trouvait ça le fun. Je ne dis pas que c'est ça qui a rouvert le moulin, mais tout de même, ça a aidé."

Un salaire moindre ça peut s'endurer parce qu'on est à Desbiens, dira-t-il, mais la sécurité d'emploi c'est essentiel. Et il raconte l'inquiétude dans laquelle les employés ont vécu pendant les neuf mois de fermeture, cette fermeture qui "aurait pu être un repos si on avait su que le moulin rouvrirait". On croit volontiers Charles Néron lorsqu'il dit qu'il ne serait probablement pas resté à l'usine s'il n'avait pas trouvé, dans l'action syndicale, une défense quotidienne contre la déshumanisation du travail.



"Le 2 juin 1973, moi ça me faisait mal au coeur de voir les sacrifices de trois générations qui coulaient. Il y a des talents dans l'usine. Quand ça rouvert neuf mois après, la feuille est arrivée au bout de la machine comme si ça n'avait jamais fermé."

“Vingt pour cent de militants dans une usine, ça vaudrait bien des conventions collectives.”

Charles Néron rappelle les premiers temps de son syndicat, qui a été dix ans sans pouvoir signer de convention collective. Et pourtant, dira-t-il, les employés se réunissaient quand même pour régler des problèmes. Notamment pour mettre sur pied leur premier magasin coopératif.

C'était le temps où sa mère s'inquiétait de le voir militer dans le syndicat, parce qu'elle pensait que c'était communiste.

Maitres chez nous

Mais lui pensait que si les travailleurs prenaient conscience qu'ils sont la majorité et qu'ils ont un pouvoir d'achat, ils finiraient par acheter dans leurs magasins et travailler dans leurs usines.

Il le pense encore: “Trouves-moi une personne, si tu vas au bout, qui ne

travaille pas pour les Américains. Les gars dans l'usine commencent à le savoir. Je leur dis, mais ça les choque. Bien souvent faut que tu expliques les choses en farces. Surtout en temps d'élections, parce que les gens pensent encore qu'il ne faut pas mêler la politique et le syndicalisme.

Faut pas se surprendre, c'est l'éducation qu'on a reçue. Quand Yvon Deschamps dit qu'il faut se compter chanceux quand on a un bon boss, il n'a rien inventé: nos pères nous le disaient.”

Ce qu'il pense, il le vit: “Depuis 29 ans de mariage, je n'ai jamais fait mon marché ailleurs qu'au magasin Coop.” Et il a contribué à fonder la caisse d'économie pour fouetter les caisses populaires à qui il reproche de ne pas avoir fait leur job pour combattre les compagnies de finance.



“Quand je traverse le perron du magasin Coop, je suis chez nous. Acheter dans nos magasins et travailler dans nos usines, ça serait ça être maitres chez nous. Une sorte de socialisme qui vaudrait autant que le plan de René Lévesque.”

Chez les Néron en fin de semaine, la table ne s'ôte pas. On jase des heures de temps autour: de la libération de la femme autant que des aventures du temps des bleuets. Car pour aller chercher le revenu supplémentaire qui a permis aux enfants de poursuivre leurs études, les Néron sont allés aux bleuets pendant huit ans de suite. Des expéditions de deux semaines dans le bout de "La Lièvre", sur la trace des Indiens et des ours. Ils en parlent encore comme de leurs plus belles vacances. C'est là

"On est les Néron"

qu'ils ont appris à connaître et à aimer les Indiens. "Eux ils ne sont pas pollués", dira Charles Néron.

Dans sa grande maison ensoleillée qu'il a construite de ses mains, il y a place aussi pour un chambreur: un jeune homme qui n'a presque

pas connu son père, et qui considère Charles Néron comme le sien. Il dira de lui: "Je connais des hommes de son âge qui ne changent pas d'idée. Mais lui, il évolue avec son temps. Quand j'ai un problème, j'en discute avec lui comme si c'était mon père. Au début, j'étais gêné, mais je me

suis vite senti chez nous."

Charles Néron vient de partir pour son "shift" de minuit à huit. Sa femme, les enfants, le chambreur parlent de lui, comment il s'occupe de toutes sortes de choses, excepté de lui-même, comment il a besoin de jaser avec le monde, comment surtout il recherche le contact des jeunes. "On est les Néron", dira Charlotte, et on sent bien que son père tient beaucoup de place dans ce "on".



"Quand tu es officier de syndicat, la première personne à qui ça profite c'est à toi, et je vais te dire pourquoi: si tu comprends tes compagnons de travail, tu peux aussi comprendre ta femme et tes enfants."

Parfois la tristesse prend le dessus, quand les questions non résolues assaillent son esprit: Les travailleurs vont s'en sortir, mais quand? - Et tout à coup que les études que font ses enfants ne mèneraient pas au même genre de société que lui a voulu bâtir? - Et si au fond, les travailleurs étaient contents de leur sort? - Charles Néron dira: "A Desbiens, le monde avait toutes les raisons de voter contre les libéraux. Et malgré tout, on n'a eu que 13 voix de majorité pour le PQ, comme si les

Un homme qui cherche

gens n'avaient pas vu que c'était juste une marche pour aller ailleurs."

On sent bien que le désoufflement du comité de citoyens, après la fermeture de l'usine, lui fait encore mal, lorsqu'il dit: "Les gens pensaient que c'était la po-

litique qui allait rouvrir leur moulin." Il se demande aussi pourquoi les "contestations de 1971" n'ont pas suscité de nouveaux leaders.

Les jeunes vont venir à leur tour, bien sûr, mais où vont-ils? S'en vont-ils à la même place que lui? Il se pose la question

lorsqu'il regarde les jeunes de la commune, à Larouche dans la région. Le monde regarde les gens de la commune avec des grands yeux, mais lui il les aime bien, et il aime jaser avec eux. "Ils cherchent quelque chose, dira-t-il. Ils veulent changer la société, mais je ne sais pas s'ils ont le bon moyen. C'est un peu des enfants gâtés qui n'avaient pas connu la misère et qui voulaient savoir ce que c'était. Des fois je trouve qu'ils catinent. Mais ils vont finir par produire quelque chose."



"Je leur dis aux gens de la commune: moi j'ai travaillé dans le syndicat pour améliorer le niveau de vie des travailleurs. Et vous autres, vous vivez moins bien que les travailleurs. Vous couchez par terre, vous êtes végétariens. Où est-ce que vous allez?"

UNE SOEUR

JEANNETTE BOUCHARD

Ce mois-ci, un carcajou qui l'a pas volé. Une soeur bête et méchante. Soeur Jeannette Bouchard, économiste au Pavillon St-Dominique. C'est elle qui boycotte la formation du syndicat depuis 7 ans, paye des scabs et laisse pourrir une grève depuis 2 ans. Au nom de la charité qui doit régner dans le foyer pour vieillards des Dominicaines.

Elle est si méchante et si détestée qu'elle n'ose plus se montrer et a fait disparaître toutes ses photos. Elle est invisible et sans visage mais ceux qui l'ont rencontré s'en rappellent.

Ses compagnes de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, où elle a fait ses premières armes, en parlent comme d'une femme dure, bête avec tout le monde: "Il n'y a qu'une fille qu'elle n'a pas réussi à faire pleurer".

Au Pavillon St-Dominique, elle sème la terreur. Pour bloquer le syndicat, tous les moyens sont bons: dé-

lais, délations, tracasseries légales, intimidation, chantage. "Vous avez 55 ans, vous ne pourrez plus vous trouver de travail ailleurs si je vous renvoie"; "Jésus a souffert plus que vous autres et ne calculait pas le temps supplémentaire"; "C'est une charité que la communauté vous fait de vous employer: vous lui devez soumission et reconnaissance": "Etes-vous divorcé? Buvez-vous de la bière? Avez-vous des mauvaises manières?"

Au nom de la charité, Soeur Bouchard veut des esclaves soumis et prêts à se dévouer pour rien.

Au nom de la charité, elle balaye tout: les employés, le code du travail, les encycliques sociales, le Cardinal Roy, la Sacrée Congrégation des religieux à Rome et personne n'ose la remettre à sa place: ni sa communauté, ni le ministère du travail, ni le ministère des affaires sociales, ni le Cardinal, ni Rome. Barricadée dans sa procu-

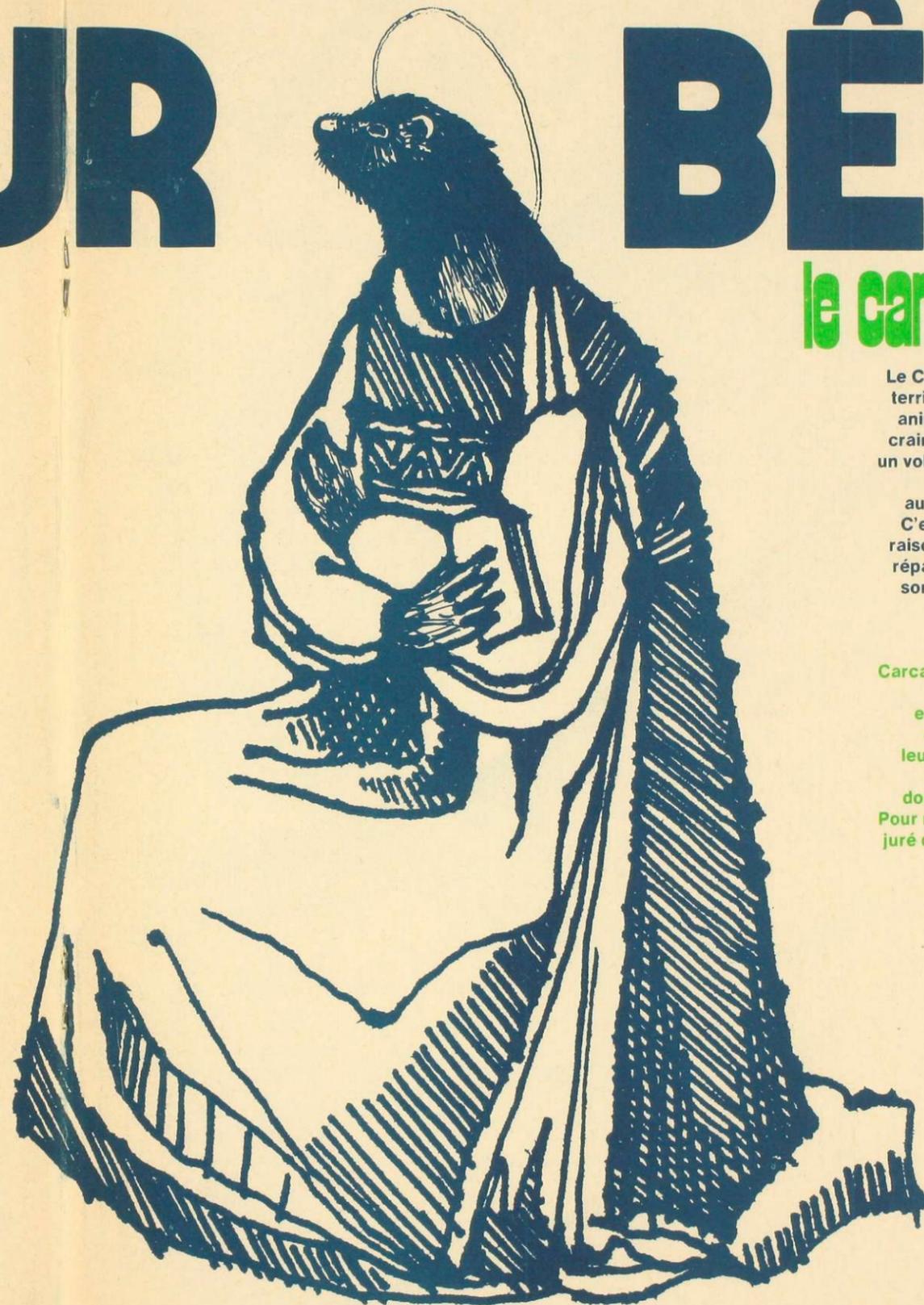
re, elle refuse de se rendre. Sa position est catégorique: le dossier est fermé, toute solution créerait du trouble, les augmentations et les conditions de travail doivent être laissées à la discrétion de l'employeur.

Un document confidentiel du Laboratoire d'Histoire Religieuse de l'Université Laval sur le conflit du Pavillon St-Dominique conclut: "La personnalité étroite et peu cultivée des responsables de la direction du pavillon, en particulier de l'économiste en charge des tractations dans cette affaire, est l'une des principales causes du conflit... Nous pouvons catégoriquement affirmer que l'attitude des religieuses est la principale pour ne pas dire la seule responsable de la gravité de la situation actuelle."

Un Carcajou qui a déjà fait trop de ravages: faudrait-il faire appel au dernier coureur des bois pour lui tendre le piège fatal?

BÊTE

le carcajou du mois



Le CARCAJOU (glouton) est un animal terrible. Il est fort rusé et cruel. Aucun animal n'ose s'y attaquer, mais il n'en craint aucun. Il est toujours seul. C'est un voleur imprenable. Comme la hyène, il vole les proies capturées par les autres animaux ou par les trappeurs. C'est aussi un animal qui détruit sans raison. Quand il entre dans un camp, il répand toute la nourriture et souille de son liquide puant tout ce qu'il ne peut manger.

Dans la littérature québécoise, le Carcajou se retourne souvent contre les siens. On le compare aussi aux exploiters qui échappent à tous les châtiments et qui gagnent toujours leurs élections. Pour Menaud maître-draveur, c'est le traître qui vend le domaine des ancêtres aux étrangers. Pour nous le CARCAJOU, c'est l'ennemi juré des travailleurs.



Christophe Colomb n'a rien découvert. Il y a moins de 400 ans, l'Amérique appartenait aux Indiens. Ils étaient installés ici depuis des milliers d'années. Aujourd'hui, les anthropologues reconnaissent que la civilisation indienne est l'une des plus grandes civilisations de l'histoire. Mais un jour l'homme blanc est arrivé, "porteur de civilisation" et "défenseur" de la foi chrétienne. L'indien, naturellement accueillant, a fait confiance à l'homme blanc. Il n'aurait pas dû parce qu'on les a tués, massacrés, pillés, violés, on leur a gra-

26

Les Indiens qu'on méprise

duellement volé leurs terres pour finalement les emprisonner dans leurs réserves.

Mais à l'heure actuelle, l'Indien reprend conscience de ses droits. Tranquillement, les jeunes prennent le contrôle des conseils de bande et remplacent les vieux

qui ont trop souvent collaboré avec l'homme blanc au détriment de leur peuple. On se souvient que l'an dernier, les Indiens de Wounded Knee ont tenu tête à l'armée américaine pendant plusieurs mois pour faire reconnaître des traités. Au Québec, on assiste au même phénomène au sujet de la Baie James. Ils sont 29,000 dans la province et on les traite encore comme des "sauvages". Pourtant une bonne partie des Québécois a du sang indien dans les veines. Les coureurs des bois étaient aussi des coureurs de "squaws".

“Le Travail” a rencontré 3 membres du nouveau Conseil de bande de la réserve de Sept-Iles (700 personnes). Pendant toute la durée de la discussion un point revenait sans cesse: la discrimination. La population méprise les Indiens, on les accuse d'être paresseux, de se laisser vivre sur l'assistance sociale et le chômage. Ca s'explique. Uldéric Fontaine nous a dit: “la dernière fois que je suis allé au centre de main-d'oeuvre, il y avait 15 personnes dont un indien, (moi). Je suis arrivé le cinquième et j'ai passé le dernier, après tous les blancs. Les 14 autres ont été placés et lorsqu'est arrivé mon tour, ils m'ont dit qu'il n'y avait pas d'ouvrage pour moi. Depuis 20 ans que je vais au Centre de main-d'oeuvre, on me répète tout le temps qu'il n'y a pas d'ouvrage, de revenir dans 2 semaines, même quand il y a des emplois libres. Un gars se tanne.” Pour les Indiens, le gouvernement est le premier responsable de la discrimination.

Il y a quelques années, on avait promis aux Indiens de les engager pour la construction de 41 maisons sur la réserve.

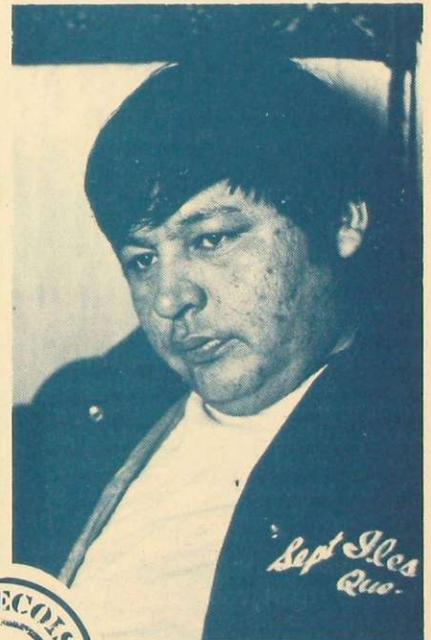
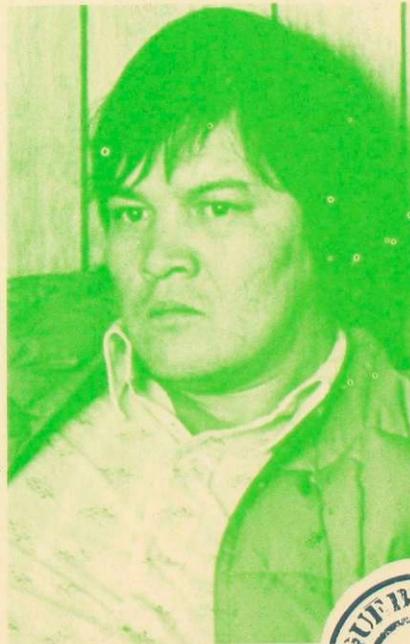
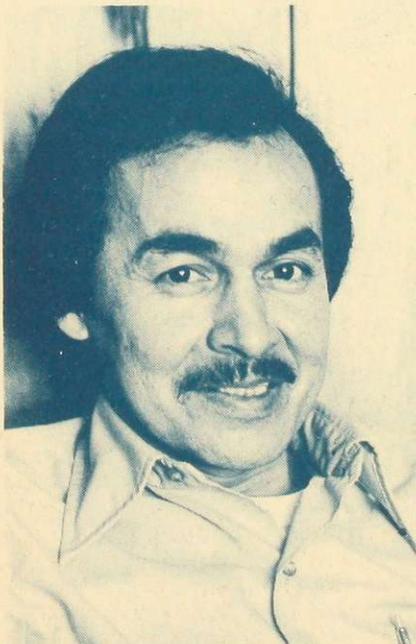
Mais sur l'ensemble du projet, qui a coûté \$481,000, un seul Indien a pu travailler à poser le goudron sur les solages de béton. C'est toujours la même chose: “sur la construction, on engage les Indiens pour couler du ciment, pour poser le goudron, pour faire les jobs les plus sales et les plus dures. Quand arrive le temps de faire l'ouvrage propre, ils n'ont plus besoin de nous et ils engagent des blancs à notre place.”

A la compagnie Iron Ore, il y a de 50 à 80 Indiens qui travaillent selon les saisons. Ils ne peuvent avoir aucun avancement et on les fait travailler sur les jobs les moins payantes. Walter Fontaine nous a raconté comment, après 8 ans, il avait été slaqué: “je travaillais sur la ligne et j'étais tanné de gagner un petit salaire. J'ai fait application pour travailler sur un loader; j'avais la compétence mais ils m'ont mis dehors. L'ancienneté ça n'existe pas pour l'Indien. Ils donnent des promotions à des jeunes blancs incompetents et sans expérience plutôt qu'à des Indiens qui sont là depuis 15 ans.” Le principal responsable de cette situation, c'est le syndicat. Les Indiens paient des

cotisations, mais ils sont ni représentés ni défendus par le syndicat. Le syndicat a même fait inscrire dans la convention (ex: le niveau d'instruction) des clauses pour favoriser la promotion des blancs au détriment des Indiens.

En fait la discrimination n'existe pas seulement au niveau de l'emploi. On la retrouve partout à Sept-Iles, dans les magasins, les restaurants, les autobus, les écoles, etc. comme elle existe pour le noir américain. Paul Emile Fontaine explique que “quand un Indien entre dans un restaurant, il peut attendre 1/2 heure ou plus avant même qu'on lui parle et souvent on rit de lui. C'est la même chose au magasin de la Baie d'Hudson et Dieu sait comment cette compagnie a exploité les Indiens.”

Aujourd'hui, la ville, l'industrie, le “progrès” menacent la survie même de l'Indien. En plus de l'isoler dans des réserves, on le méprise, on le traite comme un sauvage “sans âme”. Pourtant, en temps que Québécois, on devrait comprendre les problèmes d'un peuple menacé de disparition.



Un ancêtre du Front commun

En 1949, avant la grève de l'amiante, Duplessis avait fait le projet de casser définitivement le syndicalisme. Il présente alors le projet de loi No 5, ancêtre peu reluisant de notre bill 89. Le projet visait à supprimer le droit d'association pour tous les services publics. Il apportait de sérieuses limitations au droit de grève: toute grève perlée ou toute grève de solidarité entraînait la perte du certificat d'accréditation. Des poursuites judiciaires pouvaient être intentées non seulement contre le syndicat mais aussi contre les syndiqués. Et évidemment, le syndicat perdait son accréditation s'il acceptait des communistes dans ses rangs. C'était le Procureur général, Duplessis lui-même, qui décidait qui était communiste.

Devant cette attaque, les trois centrales syndicales de l'époque faisaient front commun et créaient la Conférence Conjointe du Travail. Elle ne devait exister que le temps de la lutte contre le projet de loi No 5. Les travailleurs auront gain de cause. Duplessis retire le projet de loi. Peu de temps après, la conférence se dissoudra avec le retrait de la C.M.T.C.

Notre aumônier fustige le projet du Code



LE CARTEL DES UNIONS PROVOQUE LE RETRAIT DU CODE DU TRAVAIL

Pourquoi les chefs ouvriers se sont-ils opposés avec tant de vigueur à cette législation. Le mouvement syndical désire collaborer à la codification des lois ouvrières



REMARQUES DE LA DIRECTION



Journal Le Travail de février 1949

Bingo

Ce n'est pas Z ni **La Bataille d'Alger**, mais ça vaut la peine d'être vu. **Bingo** est le titre du dernier film de Jean-Claude Lord. C'est son second long métrage. Il avait débuté avec **Les Colombes**.

Le scénario a été bâti à partir du déroulement d'une campagne électorale où des politiciens ont décidé de faire peur aux gens pour les amener à voter du bon bord. Pour ça, ils provoquent une série d'attentats en se servant de citoyens écoeurés de la misère et de l'exploitation dont ils ont été témoins ou victimes.

A travers l'histoire d'un jeune photographe dont le père est en grève, on peut alors assister à des enlèvements, attentats à la bombe et aussi à la liquidation par la police de témoins gênants. On voit des ouvriers "pognés" avec une compagnie multinationale; et pendant ce temps, la grand-mère joue au bingo.

C'est un bon film commercial qui ne laisse pas indifférent.



Encore les clubs de pêche

Dans le dernier numéro, nous avons rappelé les inquiétudes des gens d'Abitibi face à la vente de terres agricoles du Québec à des Américains. Plusieurs journaux ont révélé que cette situation existait à plusieurs endroits au Québec.

Avec le printemps et l'ouverture prochaine de la saison de pêche, nous devons parler d'une situation peut-être moins alarmante, mais aussi scandaleuse. Il s'agit de l'utilisation que fait le gouvernement du territoire public québécois. Une minorité de privilégiés de chez-nous et d'ailleurs se partagent les plus beaux lacs et les plus belles rivières du Québec.

Un rapport de la Commission d'étude sur l'eau révélait en 1970, que près de 90% du territoire public accessible était contrôlé par les compagnies minières, forestières et les clubs de chasse et de pêche. Ces compagnies, en plus d'exploiter nos richesses naturelles, contrôlent l'accès et l'utilisation du territoire public qui est propriété collective des québécois.

Il semble bien que cette année encore, malgré les pressions et les revendications populaires, des milliers d'amateurs de pêche n'auront d'autre choix que de braconner ou d'occuper les territoires des clubs de pêche.

La petite histoire du 1er mai

En 1886, les Chevaliers du Travail, regroupant alors plus d'un million d'adhérents, lancent à Chicago une grève générale pour appuyer un groupe de grévistes. Ce sera la première grève générale importante en Amérique du Nord. Le 1er mai, les forces de l'ordre ouvrent le feu sur les grévistes; il y a plusieurs morts et de nombreux blessés. C'est le massacre de Hay Market. Quelques années plus tard, l'Internationale socialiste décide de commémorer l'événement en faisant du 1er mai la Fête des Travailleurs.

LA RIPOSTE DU SYNDICALISME D'AFFAIRES

Partout en Europe, le monde ouvrier va fêter le 1er mai. Paradoxalement, c'est en Amérique où on va s'opposer au 1er mai comme fête des travailleurs. 1er mai ou 1er lundi de septembre: On verra s'opposer autour de ces deux dates les tenants d'un syndicalisme social et ceux

d'un syndicalisme d'affaires. L'American Federation of Labour (A.F.L.) se servira même du massacre du Hay Market pour discréditer les Chevaliers du Travail: "Voyez, disent-ils", où conduit la politisation des syndicats? Voyez où nous entraîne le syndicalisme social? Les syndicats doivent s'occuper des ouvriers et laisser la politique aux politiciens".

Au Québec, où les Chevaliers sont fortement implantés, on va retenir le 1er mai. En 1894, à Montréal, on peut assister à une importante manifestation lors du 1er mai. Les ouvriers défilent dans les rues sous les drapeaux rouges.

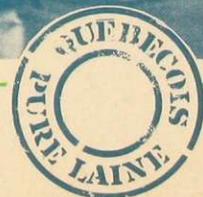
ETUDIANTS CONTRE OUVRIERS

Devant l'ampleur de la manifestation et la montée du mouvement ouvrier, les autorités s'affolent. La même année, le gouvernement fédéral consacre le 1er lundi de septembre Fête du

Travail. Le clergé emboîte le pas: La Fête du Travail deviendra une fête religieuse avec célébration de la messe.

La contre-attaque ira encore plus loin. C'est ainsi qu'en 1906, on pourra voir Mgr Bruchési, alors évêque de Montréal, demander aux étudiants d'arrêter la manifestation des ouvriers. On va alors voir, nous dit Richard Desrosiers, professeur d'histoire à l'UQUAM, les étudiants descendre dans la rue pour aller tirer des roches aux ouvriers."

C'est le début de la fin. Pour plusieurs raisons, l'influence des Chevaliers ira en s'atténuant aux Etats-Unis et au Canada. La répression va s'accroître. Il n'y aura plus que les socialistes au nombre de quelques centaines qui oseront braver les interdictions de la police et l'hostilité de la population. La manifestation ne réapparaîtra réellement qu'autour des années '70 avec la remontée au Québec d'un syndicalisme social et plus politisé.

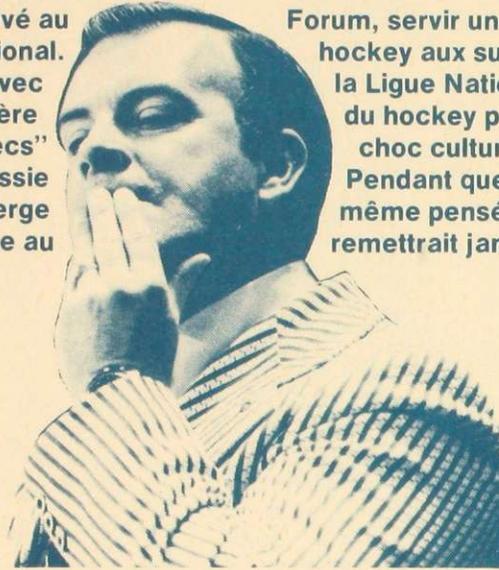




LE HOCKEY

de Maurice Richard à Dave Schultz

Quelque chose est arrivé au hockey, notre sport national. On s'en est aperçu avec terreur l'année dernière lorsque des "blancs becs" de la "ville" de Russie (comme l'a si bien dit Serge Savard) ont osé, ici même au



Forum, servir une leçon de hockey aux super-vedettes de la Ligue Nationale, la crème du hockey professionnel. Le choc culturel fut terrible. Pendant quelques jours on a même pensé que le pays ne s'en remettrait jamais.

LE HOCKEY C'EST NOUS AUTRES

Au Québec, le hockey c'est plus qu'un sport, c'est une religion. Presque tous les jeunes qui ont l'âge de chausser des patins jouent au hockey. A chaque automne, les rues et les ruelles du Québec grouillent de "futurs vedettes" qui s'adonnent à leur sport favori avec des moyens de fortune: balles, bâtons brisés, jambières improvisées, etc. Les patinoires et les arènes se remplissent. La fièvre du hockey s'empare du Québec.

Mais au Forum, c'est pas pareil. On accepte mal que les Canadiens ne soient pas en tête, qu'ils se fassent battre par des équipes de troisième ordre, que

des joueurs grassement payés se paient notre tête. Avant, la soirée du hockey c'était sacré pour les amateurs, on allait voir la partie en "gang" à la taverne ou on invitait des amis à la maison pour prendre une bière devant la T.V. Pas question de sortir.

Les plus vieux se rappellent de la rivalité qui

opposait les Canadiens aux Maple Leafs de Toronto. Ils se rappellent aussi des séries qui pendant des années ont opposé les Canadiens aux Red Wings de Détroit, des montées à l'emporte pièce de Maurice Richard, Jean Béliveau, Gordie Howe et autres. Il y avait aussi le jeu de passes, le contrôle de la rondelle, le maniement du

bâton. Du jeu intéressant quoi.

À LA TV C'EST RENDU PLATE

Qu'est-ce qui s'est passé au juste, pourquoi a-t-on l'impression qu'un joueur de la trempe de Guy Lafleur n'est plus aussi efficace qu'avant? Parce que le hockey n'est plus un jeu fondé sur le contrôle de la rondelle à ligne rouge, on se bouscule dans les coins de patinoire et 70% des buts résultent de mêlées devant le gardien ou d'erreurs de l'adversaire.

Le style a changé, il s'est dégradé parce que les nouveaux amateurs se recrutent surtout à Philadelphie, Atlanta ou Buffalo. Avec



seulement 3 équipes sur 16 dans la LNH, les amateurs Canadiens



sont devenus minoritaires. On essaie de vendre le hockey aux consommateurs et aux téléspectateurs américains qui sont friands de violence et de brutalité. Après tout, le meurtre et les bagarres sont chose courante sur le petit écran. Le hockey se doit d'être à la hauteur pour compétitionner avec les Mannix, Cannon, Colombo, Shaft et autres "cowboys" du XXe siècle.

En fait la plupart des amateurs américains ne comprennent rien à la finesse du jeu, alors on leur sert ce qui leur est accessible: c'est-à-dire du jeu rude, monotone et surtout des combats de boxe. C'est pas pour rien que les Flyers de Philadelphie sont admirés à travers les Etats-Unis. Leur



instructeur Fred Shiro a même déclaré que le hockey était un jeu fon-

dé sur l'intimidation. C'est pas surprenant qu'on retrouve sur cette équipe un certain nombre de repris de justice.

Le hockey est devenu une grosse entreprise lucrative dans le plus pur style américain. Pour les hommes d'affaires en charge du hockey, le marché des U.S.A. est beaucoup



plus vaste et intéressant. Ils essaient donc d'y vendre le hockey au même titre que le football, le baseball ou le basketball professionnels. La violence fait partie de ce plan. Mais toutes les nouvelles équipes n'ont pas le succès ni les fiers-à-bras des Flyers. Ce qui fait que les parties intéressantes qu'on nous présente ici à la T.V. se comptent sur les doigts de la main: 5 ou 6 dans une saison s'est plutôt maigre. C'est pas surprenant que de plus en plus de Québécois se désintéressent du hockey professionnel.



L'EXPANSION A TOUT GÂCHÉ

Dans le fond, on nous a volé notre sport national. Le Canada et le Québec continuent de fournir plus de 90% de la main-d'oeuvre, mais les décisions se prennent à New-York, Minneapolis, Los Angeles ou ailleurs aux U.S.A.

Tout ça a commencé avec l'expansion de la Ligue Nationale et ça continue avec la formation de la Ligue Mondiale. Au début les magnats du hockey considéraient leur affaire comme un club privé et ils ne voulaient pas entendre parler d'expansion. Mais un jeune avocat new-yorkais,



William Jennings, leur fit vite comprendre qu'il y avait beaucoup d'argent à faire là-dedans: les franchises au coût de 6 millions, les droits de télévision américains, les gadgets, etc. Si bien qu'en 1969 le club Canadien faisait des profits nets

après impôts de \$939,000 tandis que Maple Leaf Gardens déclarait des profits nets de \$987,795.

Même les billets de saison ne nous appar-



tiennent plus. La grosse majorité sont achetées par des compagnies, souvent américaines, qui les distribuent à leurs clients ou amis. Le monde ordinaire, les vrais amateurs, n'ont plus accès au Forum à moins d'être juchés dans le



"pitt" ou de payer \$15 à \$20 pour une soirée où le spectacle est de moins en moins bon. Mais comme disent les américains: "business is business".

POURQUOI SE FORCER?

Evidemment les joueurs ne s'en plaignent pas. En moins de 10 ans la LNH a fondé 12 nouvelles équipes. La Ligue Mondiale a été

créée de toutes pièces. La compétition entre les équipes et entre les deux ligues fait que la valeur marchande des jeunes va sans cesse en augmentant. Les propriétaires font semblant de se plaindre mais en fait ça leur donne une bonne publicité. En engageant deux ou trois joueurs sur une équipe à des salaires de plus de \$100,000, ça attire les foules même si l'équipe ne vaut pas cher.

De plus l'esprit des joueurs a beaucoup changé. Avant, l'on jouait plus par amour du jeu. Maintenant on joue pour l'argent, pour de plus en plus d'argent. Jacques Lemaire que l'on accuse de mal jouer cette année, a répondu à ses critiques à peu près en ces termes: "qu'est-ce que ça donne de gagner le trophée Hart qui donne 2,000 alors que la coupe Stanley rapporte \$20,000 aux gagnants".

Plusieurs joueurs grassement payés ont adopté cette attitude. A part quelques exceptions, on ne se force plus que pendant les séries éliminatoires et durant la saison on offre des spectacles médiocres. A l'approche des séries, on fait une publicité tapageuse pour intéresser les amateurs désabusés et le tour est joué. D'ailleurs à ce sujet, on peut facilement mettre en cause la plupart des commentateurs sportifs qui manquent totalement d'esprit critique face aux magnats du hockey. Quand on sait que l'émission La Soirée du Hockey appartient à



une agence de publicité qui en achète les droits on n'a pas à se surprendre que l'émission fasse l'éloge de ce sport en pleine décadence.

ON PEUT PU JOUER POUR LE FUN

Que des hommes d'affaires détruisent le hockey pour en faire un produit de consommation rentable aux Etats-Unis, c'est regrettable pour tous les vrais

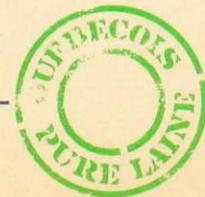
amateurs. Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est que de jeunes Québécois ne puissent plus jouer au hockey parce que toute la structure du hockey amateur dans la province est conçue de façon à éliminer les moins bons et à ne garder que les joueurs les plus prometteurs pour la LNH et l'AMH. Et vive la compétition et la violence dans le hockey mineur. Ça fait partie de l'ascension sélective vers les ligues majeures.

Maudit
que c'est
plate!



Par exemple, il peut y avoir dix équipes pee-wee dans un quartier. Mais l'année suivante, au niveau bantam, il n'y aura plus qu'une ou deux équipes pour tous les joueurs. Ceux qui ne font pas l'équipe ne peuvent plus jouer même s'ils n'ont que 13 ou 14 ans. Les plus prometteurs eux sont immédiatement fichés. Il existe à Montréal un réseau d'information sur ordinateur qui contient les noms et les renseignements sur tous les joueurs de hockey de douze ans et plus au Canada. Comme réservoir de main d'oeuvre pour les américains nous sommes très intéressants. Il y a à peine quelques années, tous les joueurs de la ligue nationale étaient des Canadiens. Encore aujourd'hui le Québec est l'un des principaux fournisseurs de la "National Hockey League" en matériel humain. Pourtant l'Association du Hockey Amateur (ACHA) au pays ressemble à un système de vente à l'encan du bétail. Ça n'a rien à voir avec la promotion du sport amateur ou du développement physique des jeunes.

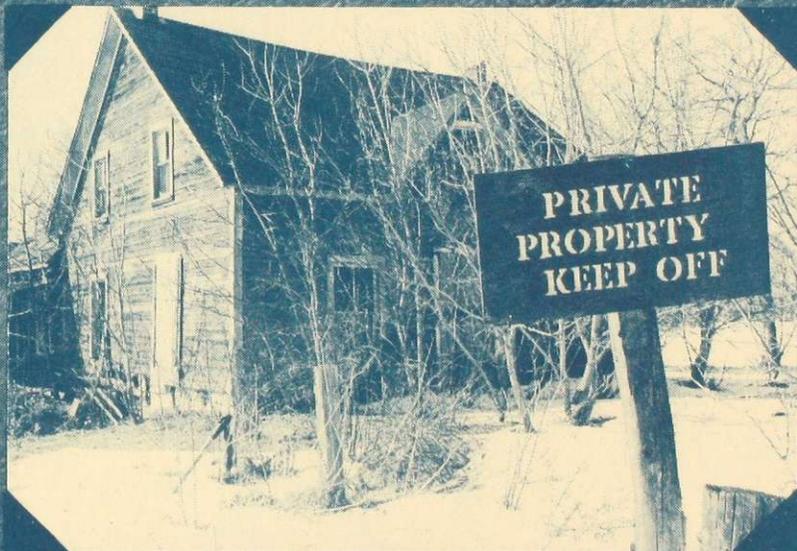
Si le style de hockey préconisé par les Flyers de Philadelphie correspond aux instincts violents et sadiques des amateurs du réseau NBC, il n'y a aucune raison de l'importer au Québec. D'ailleurs si l'on veut rivaliser avec les Russes sur la scène internationale, il va falloir réapprendre à jouer au hockey comme dans le bon vieux temps.



CONFIDENTIEL.
GOUVERNEMENT DU QUEBEC



*Le Pontiac :
une région à abandonner!*



CONFIDENTIEL.

Il y a quelque temps, des nouvelles alarmistes concernant la dégradation économique et sociale de la région de Pontiac ont circulé à Québec. Nos premières informations indiquent que ces rumeurs sont colportées par des journalistes et des groupes suspects. Toutefois, par mesure de sécurité, le ministère a envoyé une équipe d'étudiants et de jeunes chercheurs enquêter sur les lieux. Le présent dossier est un résumé à l'état brut de leurs recherches et évidemment les données qui y sont contenues sont confidentielles et sujettes à caution.



Sur 4,340 familles vivant dans le Pontiac, le quart ont des revenus inférieurs à \$3,000 et la majorité tirent leur source de revenus des prestations du Bien-Etre Social. Le taux de chômage est de 10.3% et le pourcentage de la main-d'oeuvre active tourne autour de 50.1%.

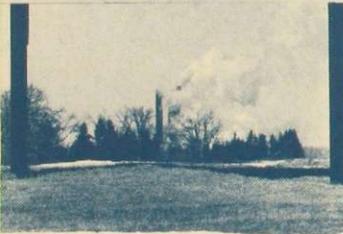
Parce qu'ils sont collés sur l'Ontario et à cause des mariages mixtes, l'assimilation en est à un point alarmant. Les francophones en sont rendus à parler anglais entre eux-mêmes dans les endroits publics.



A une demie heure de Hull, on s'y croirait à un demi siècle! Sur un fond de carte postale les maisons défilent comme des spectres de désolation. Petites, espacées les unes des autres, souvent entourées de vieilles voitures entassées là depuis au moins 20 ans, elles ne sont pas entretenues pour la plupart et beaucoup ont même été abandonnées.


**CONSOLIDATED
BATHURST**

DIVISION **PONTIAC** DIVISION



La situation industrielle est dramatique. A part la Consolidated, dont presque tout le personnel vient de l'extérieur, il ne reste que 2 petites scieries pour faire vivre une population de 20,000 habitants. Il y avait 2 mines de fer mais elles ont fermé leurs portes car le gisement était épuisé.



Dans ce "shack" de 2 pièces vit une famille de 13 enfants. Ce n'est pas le seul. Il en existe des centaines d'autres, la plupart sans eau courante ni toilette ni électricité, regroupés le plus souvent en dehors des villages, formant de véritables bidonvilles.



Employant des professeurs de l'extérieur, la polyvalente de Fort Coulonge est, avec le Bien-Etre Social, "l'industrie" qui amène le plus d'argent dans la région. Il était plus que temps car en 71 la moitié de la population du Pontiac n'avait pas atteint une 6e année.



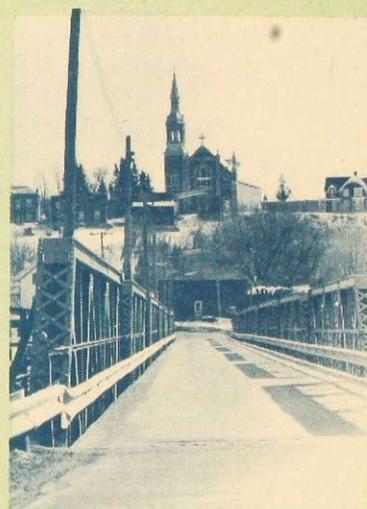
C'est dans ce village bilingue de 1200 hab. à mi-chemin entre Shawville et Fort Coulonge que sont regroupés la plupart des services. Depuis 2 ans le Bureau payeur du Bien-Etre Social est supposé s'y installer.



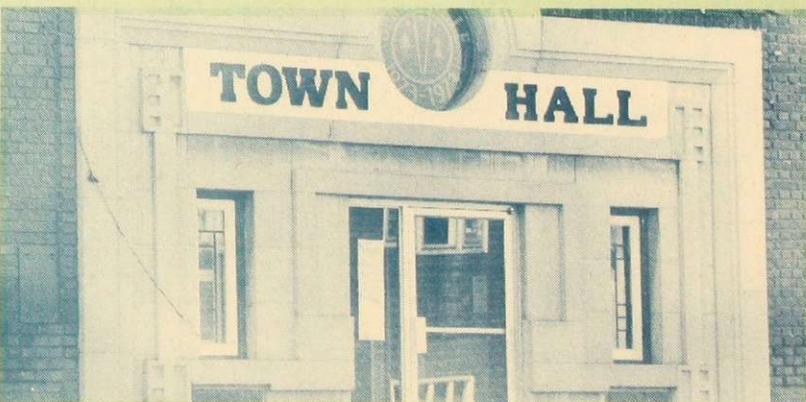
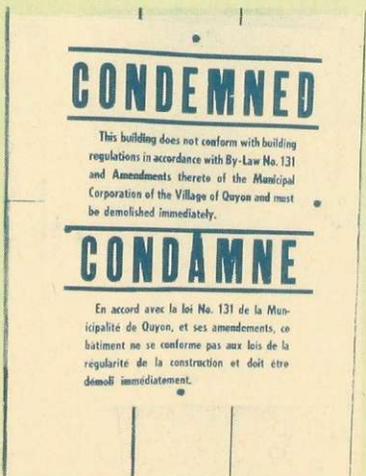
Les députés on ne les voie que sur les pancartes!



Les clubs privés pour ontariens et américains foisonnent dans le Pontiac. Les étrangers ne viennent pas seulement en touristes, ils sont propriétaires de la région.



Ce ne sont pas les églises qui manquent dans le Pontiac! On en trouve de toutes sortes: anglicanes, unies, catholiques, même des pentécostistes où des gens entrent en transe. Et toutes sont en bonne santé.



Shawville. Dans ce village orangiste et puritain de 2,200 hab., le plus prospère du Pontiac, on se sent en plein coeur d'Angleterre. Chaque année dans the Equity, le journal hebdomadaire, un référendum est lancé pour annexer le Pontiac à l'Ontario.

CONFIDENTIEL

L'équipe d'intervieweurs que nous avons envoyée sur place a rencontré un certain nombre de personnes de la région. Les opinions émises ici sont — sans doute exagérées, elles sont probablement véhiculées par une minorité d'agitateurs professionnels qui ne représente pas la majorité silencieuse de la région. Toutefois de telles réactions sont intéressantes à ficher et à conserver dans l'éventualité où des mouvements de contestation naîtraient dans le Pontiac.

UNE RÉGION FERMÉE

“Les gens du Pontiac craignent tout ce qui vient de l'extérieur, l'information et les changements. A l'intérieur même de la région le monde n'est pas très solidaire. Ils ont bâti leur univers autour de la famille. Ils se sont inventé un mode de survie très traditionnel, presque tribal.”

“Peu de gens sont sortis géographiquement de leur milieu. Montréal ou Québec c'est très loin. Ils ont développé une façon de communiquer, de penser et de travailler qui leur est propre. Mais ils demeurent

très conservateurs, probablement à cause de leur isolement.”

“La distance de Hull contribue à cet isolement. Le système de routes qui relie le Pontiac au reste du Québec est pourri. Le monde se sent beaucoup plus près de l'Ontario. Un gars pense pas à faire 150 milles pour aller se distraire à Hull après une journée d'ouvrage. Pembroke c'est ben plus proche.”

ON CHERCHE UNE IDENTITÉ

“Les gens du Pontiac s'en sacrent d'être au Québec ou pas. Ils n'ont pas d'appartenance, pas d'identité propre. Faute de mieux, ils se disent Canadiens.”

“D'ailleurs il y a un gros pourcentage d'assimilés dans le Pontiac. Beaucoup de mariages entre anglais et français. Culturellement ils sont désorientés. Ils se cherchent un leader qui réglerait leurs problèmes, mais il n'y a personne qui est prêt à prendre la relève.”

“C'est dur à expliquer ce qui se passe dans le Pontiac parce que c'est plein de contrastes. Il existe des traditions purement québécoises comme le trapage, le braconnage, des traditions culinaires, la cipaille, les tourtières, la dinde à Noël, t'as des vieux qui, ont l'accent ben typique du Québec. Par contre l'identité anglaise s'installe et augmente à chaque année. C'est pas surprenant, on est à côté de l'Ontario pi le Québec fait rien pour la région.”

DU MONDE PROCHE DE LA NATURE

“La chasse et la pêche c'est plus qu'un loisir. Beaucoup de gens dépendent de la nature comme moyen de subsistance. Y en a pour qui c'est ben important d'avoir son chevreuil, son p'tit gris comme on l'appelle quand

il est pris en dehors du temps de la chasse.”

“On est très près de la nature, ça nous permet de survivre. On a ça dans le sang. L'espace, les bois, les vents, les lacs, l'air pur. Un “sniff” pi les cocottes te montent dans le nez. Braconner ça devient un jeu. Tout le monde braconne. De temps en temps y en a un qui se fait pognier mais c'est juste pour la forme. Ca trappe en masse aussi. Le gouvernement loue des territoires de trappe \$12 par année. Y a du monde qui vivent rien que de ça.”

LE PONTIAC EN VOIE DE SOUS-DÉVELOPPEMENT

“Le Pontiac est une région sous-développée. Il n'y a pas d'infrastructure, ni au niveau industriel ni au niveau routier. Il y a 4 entreprises stables: 2 scieries, une mine à Bristol, un moulin à papier la Consolidated Bathurst. Les travaux forestiers sont arrêtés depuis longtemps et la grosse partie de la population s'est dispersée. Des îlots de pauvreté se sont créés un peu partout, de véritables bidonvilles.”

“Au moins 1500 personnes vivent dans la misère noire et plusieurs d'entre eux souffrent de déficience mentale due aux mariages entre parents. Le taux de mortalité infantile est très élevé et dépasse de loin la moyenne du Québec. La plupart sont analphabètes et dans ces îlots, il est apparu une espèce de sous-culture. Les gens utilisent une sorte de jargon, un dialecte contenant à peine 100 mots de vocabulaire.”

“Il faut voir ça pour y croire, mais le gouvernement ne vient jamais. Il n'y a pas d'emploi, le chômage et le bien-être sont généralisés. Sans industrie, le Pontiac est sans espoir.”

“Castonguay m'a déjà dit qu'il n'avait pas l'intention de faire quoi que ce soit pour le Pontiac, pas plus que pour la Gaspésie.”

LES JEUNES S'EN VONT

“Les jeunes voudraient rester dans le Pontiac parce que c'est un pays magnifique, mais ils s'en vont parce qu'il n'y a pas de possibilité de travailler. Ça fait que la population du Pontiac est stable depuis 40 ans, mais la moyenne d'âge remonte à chaque année. Ceux qui ont de la scolarité s'en vont travailler en ville, les autres s'en vont en Ontario.”

“La plupart des jeunes voudraient rester dans la région, mais ils ne peuvent pas gagner leur vie. On veut pas crever de faim.”

UNE BONNE PLACE POUR LES ÉLITES

“La majorité de la population du Pontiac est anglophone (58%). Les anglais ont pu se développer parce qu'ils sont plus riches que les canadiens-français.”

“C'est l'élite anglophone qui contrôle tout au niveau municipal et scolaire. S'il y a un anglais dans la place, tout le monde parle anglais. Par exemple à Fort Coulonges, la ville française du Pontiac, tous les conseillers municipaux sont anglais.”

“En fait, le Pontiac c'est un immense club privé de chasse et pêche pour les américains et les Ontariens. A Norway Bay, tous les chalets leur appartiennent. L'été, c'est une véritable invasion.”

“L'élite francophone empoche les miettes qui restent, elle est assimilée et n'est pas intéressée à défendre les canadiens-français.”

LES CURÉS ET LA RELIGION

“Sur le plan clérical, ça marche très bien. On a les mêmes structures qu'il y a 50 ans (sic). Le journal le plus lu dans la région, c'est le bulletin paroissial du dimanche.”

“La religion est très forte dans le Pontiac. Le monde croit aux curés. Ils pensent

que le curé prend toujours les meilleures décisions. Le curé domine les gens mais ils ne s'en rendent pas compte. Ça engendre l'ignorance et l'impuissance. Le curé sert de joint entre la population et les députés parce qu'il est supposé être au courant des problèmes. Le curé Pilon ça fait 25 ans qu'il est ici pi rien n'a changé. C'est le Seigneur de place.”

LES TENTATIVES D'ORGANISATION

“Ici les syndicats sont à peu près inexistantes parce qu'il n'y a pas d'industrie. Donc c'est pas de ce côté là qu'on peut attendre que les changements vont se produire.”

“Le monde se plaint qu'il se passe rien. Mais aussitôt qu'il se fait quelque chose, le monde participe pas. Y a un comité de loisirs qui a été formé l'été passé. Ça a marché 2 jours, pi c'est mort là. Il y a 3 ans, j'ai essayé d'organiser un comité de citoyens. Ça a “floppé” quasiment tout de suite. Le monde participe pas. Ils se sont toujours fiés à quelqu'un d'autre pour s'occuper de leurs affaires.”

“Y a le gouvernement aussi, qui nous met les bâtons dans les roues. On s'est fait refuser 2 projets PIL; un pour le journal Pontiac-Presse, l'autre pour aider les défavorisés et évaluer leurs besoins.”

“A l'heure actuelle pour les francophones, les seules structures de changement, c'est la polyvalente de Fort Coulonges.”

ON AIME LE PONTIAC QUAND MÊME

“A un moment donné je suis parti. Pas pour travailler, mais pour voir des affaires. Je me disais y a rien à faire icitte. Je suis allé voir si c'était vrai que c'était mieux ailleurs. Je suis allé aux “States”, j'ai voyagé dans le Québec. Je suis parti 6 mois. Mais moi c'est icitte que je me sens ben. Y a des affaires à faire icitte. On devrait avoir le droit de vivre où on est né.”

“Moi je me demande si c'est valable de venir ici pour influencer les gens, pour changer leur façon de vivre qui existe depuis 150 ans? Si on veut aider la région, c'est un travail à long terme qu'il faut faire.”



Le Pontiac, c'est le tiers monde du Québec

J'ai vécu 3 ans dans le Pontiac à faire du travail social auprès de 1100 familles défavorisées vivant sur le bien-être social dont le bureau payeur est à Aylmer à 75 milles et qui n'a que 2 agents pour s'occuper du Pontiac.

Décrire toute la misère qu'il y a là vous soulèverait le coeur. J'ai vu des femmes casser la glace pour aller chercher leur eau potable. J'ai connu 5 femmes qui avaient à elles ensemble 90 enfants. J'ai vu des vieillards mourir à petit feu. J'ai vu des centaines de jeunes familles dont les parents à 30 ans en paraissent le double et dont les enfants sont en danger de mort faute de soins dû au manque flagrant de services.

Pour un bassin de population de 20,000 hab. dont le quart vivent dans pire que des taudis, il n'y a que 2 médecins, 3 infirmières à l'Unité Sanitaire fort rudimentaire de Fort Coulonge, l'hôpital à Shawville réservé aux anglais, une maison privée transformée en hôpital, à Chapeau, qui n'a que 68 lits dont aucun pour chronique, 2 ambulances à Campbell's Bay, 1 dentiste qui charge \$14 la dent et 6 travailleurs sociaux qui sont débordés.

1- Annexion pure et simple à l'Ontario.

Bien que rentable au point de vue strictement économique, cette solution soulève certains obstacles politiques. En effet les éléments nationalistes auraient tôt fait d'accuser le gouvernement de céder trop facilement une partie du territoire national.

2- Relocalisation de la population.

L'expérience des paroisses marginales en Gaspésie et en Abitibi n'est pas concluante. En général la population n'accepte pas facilement de déménager. Lorsqu'ils acceptent d'émigrer dans les villes, les gens sont complètement désorientés et souvent ils doivent faire appel au chômage ou au bien-être pour subsister.

3- Injection de capitaux

Dans une perspective de décentralisation du développement économique, le gouvernement pourrait créer un nouveau pôle

de développement centré sur la région de Hull et qui engloberait la Gatineau et le Pontiac. Ca suppose des investissements de plusieurs centaines de millions de dollars pour implanter des industries, créer des emplois, bâtir un réseau routier, développer une main-d'oeuvre qualifiée, un réseau de communications, un système scolaire, des services, etc., etc.

4- Abandonner la région

Du strict point de vue économique, Montréal est le principal pôle de développement du Québec et tous les efforts de l'actuel gouvernement vont en ce sens. Économiquement il est plus rentable de développer Montréal que le Pontiac, la Gaspésie ou le Témiscouata. L'idée consiste à laisser mourir ces régions à petit feu en les laissant se vider de leur population et en assurant le strict minimum à ceux qui restent sur place par le truchement de l'assurance-chômage et du bien-être. A court terme ça coûte moins cher que de régionaliser le développement économique.

C'est cette dernière solution qui nous semble la plus rentable et c'est celle que nous suggérons au ministère. D'ailleurs le gouvernement est déjà engagé dans cette voie et nous lui suggérons de continuer dans ce sens. Le Pontiac ne figure nulle part dans les guides touristiques de la province. L'ignorance prolongée de la région fera en sorte qu'elle mourra de sa belle mort et réduira au maximum la publicité tapageuse concernant la situation désespérée du Pontiac.

Dans le fond ne vaut-il pas mieux sacrifier une région de 20,000 âmes, sans que personne ne s'en aperçoive, pour assurer la prospérité du reste du Québec?

Toutefois, en attendant le chant du cygne du Pontiac, rien n'empêche le gouvernement d'y investir quelques millions pour attirer en plus grand nombre les touristes américains et ontariens qui viennent y chasser le chevreuil ou y taquiner la truite.



Peut-on dormir tranquille sur un “matelas suprême” quand on est passé par St-Narcisse?

Il n'est pas rare de rencontrer du monde qui pensent
que les syndicats sont vieux jeu,
que les grèves ne sont plus nécessaires,
que les patrons ne font plus ce qu'ils veulent,
que la condition des travailleurs n'est plus ce qu'elle était en 1900,
bref, que les travailleurs sont assez bien traités
et vivent assez bien en général.

Il suffit de sortir un peu pour se rendre compte
que des milliers de travailleurs,
dont on ne parle jamais parce qu'ils n'ont souvent même pas
les moyens de crier et de se révolter,
travaillent et vivent dans des conditions qui ne valent guère
mieux que celles de 1900.

Justement, nous sommes sortis.
Nous sommes allés à St-Narcisse,
petit village à une quinzaine de milles de Shawinigan.

le conflit du mois



A St-Narcisse, il y a là une grosse "binnerie" qui fabrique 800 matelas par jour, Matelas Suprême. Les 110 employés, qui viennent de St-Narcisse, St-Stanislas, St-Tite, Ste-Geneviève-de-Batiscan, St-Séverin, sont en grève depuis bientôt 4 mois. Il nous ont expliqué pourquoi: ce n'est pas un luxe.

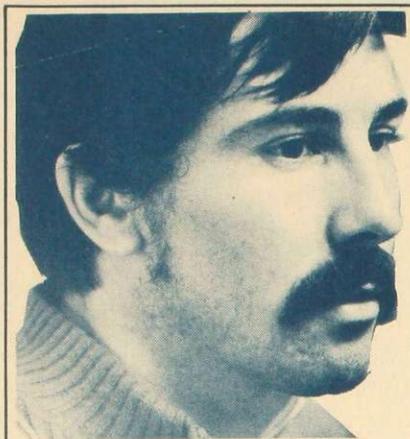
On a choisi de vous en parler. C'est pas qu'on trouve pas grave ce qui se passe à Gypsum-Joliette, à Great-Lakes-Berthier, à United Aircraft-Longueuil, à Dennison - Drummondville et partout ailleurs où des compagnies multinationales subventionnées par nos taxes investissent des millions pour casser le syndicat, continuer à jouir du "cheap labor" québécois et à détruire la santé de milliers de gens.

Mais les travailleurs de St-Narcisse, peu de gens en ont entendu parler et il y en a des milliers d'autres comme eux, enchaînés à des "binneries" anonymes et à des patrons du 19ème siècle, dans des conditions proches de l'esclavage.

Ceci se passe en Amérique, continent le plus riche; au Québec, un pays libre; en 1974.

Si les 110 travailleurs de Matelas Suprême à St-Narcisse se sont mis en grève et ont décidé de livrer leur première vraie bataille, ce n'est pas par caprice. Ils ont enduré longtemps. Depuis 1965, ils sont les seuls syndiqués dans le coin. Les conventions qu'ils ont signé à date étaient pourries. Ils ont eu la malchance d'avoir comme conseiller syndical quelqu'un qui s'est enfui depuis à la CSD et ils n'avaient pas les moyens de faire de grosse lutte. Cette année, la hausse du coût de la vie a fait déborder le verre.

Les salaires varient entre \$1.72 et \$2.32, pour une moyenne de \$2.12. Même les gens de la place le croyaient pas: il a fallu leur montrer les talons de chèque de paye. Le salaire est au niveau du salaire minimum, mais le rendement est au maximum. Pour l'obtenir, un vieux truc du 19ème siècle qui se porte encore très bien dans nombre d'usines au Québec, le fouet. Le fouet, c'est le boni autrement dit, le salaire à la pièce. Il y a deux ou trois sortes de boni à Matelas Suprême. C'est le patron seul qui fixe le boni et les cadences. Et il



"Faire la grève ici, c'est ben grave. Le patron, c'est le bon Dieu, le bienfaiteur de la paroisse; tout le monde l'appelle monsieur. On est comme les moutons noirs de la place."



s'en sort de la même façon qu'on se sert d'un os pour faire sauter un chien. Quand les gars trouvent moyen d'aller plus vite pour gagner plus, il abaisse le taux du boni et augmente les cadences. D'année en année, la production augmente, les gars et les filles courent plus vite et les taux baissent. Il y a des pièces qui donnaient \$1.24 il y a 6 ans qui n'en donnent plus que \$1.04. Ça fait de la compétition et seuls les plus forts et les plus jeunes survivent.

"Pour te faire \$20 par jour, il faut que tu vires comme un fou. Si ta machine brise ou si quelqu'un ou quelque chose ralentit la cadence, tu manges ton boni. Après 3 ou 4 ans, t'es brûlé. Tout le monde est sur les nerfs. Les gars et les filles claquent ou s'en vont s'ils ont le choix. Le taux de maladie et d'accidents est si élevé que pour une prime de \$100 par travailleur à l'assurance-groupe, la moyenne des réclamations est de \$275. Plus t'accumules d'années, moins tu gagnes, parce que t'es plus capable de courir aussi vite. L'expérience ne compte pas. Y nous prennent pour des machines. C'est l'effort suprême tout le temps. Presque pas de break. La poussière, la chaleur, le bruit, 75-100 livres au bout des bras. Le temps supplémentaire obligatoire et payé à demi-temps s'il-vous-plait. On vit plus, on existe même plus, on court. Et ça rapporte même pas assez pour vivre: il faut d'autre chose pour arriver."

Le cas des chauffeurs de camion affectés à la livraison en dit long sur l'arbitraire du patron et son mépris pour les travailleurs. Ils travaillent 57 heures par semaine pour \$135. Ils sont surveillés à la seconde dans le camion par un tachographe (bavard) dont la fiche est interprétée au rabais par les comptables. Ils doivent financer eux-mêmes les voyages à longue distance car on leur refuse une carte de crédit. On leur refuse également une aide pour décharger des divans-lits qui pèsent 250 livres: plusieurs ont des troubles à la colonne vertébrale. Les camions n'offrent aucune sécurité. Le nombre d'heures par jour est illimité. L'uniforme obligatoire est à leurs frais. Les repas sont sous-payés. Et ainsi de suite.

Pour les patrons, tout va bien. L'entreprise progresse rapidement.

“Faire la grève icitte, c’est ben grave.”



Depuis quelques années, c'est une division de la compagnie Zodiac dont le siège social est à Montréal et qui possède aussi des entreprises de bois et de produits chimiques. L'usine de matelas avait été fondée par un homme de St-Narcisse Georges Veillette, qui l'a vendue quand le syndicat s'est organisé. Matelas Suprême a maintenant plus de 900 clients, au Canada et dans le monde. Les directeurs de libéraux. Ca aide aux subventions avec d'autres grosses compagnies et la politique. Un d'eux est l'avocat Porteous, conseiller de la reine, partenaire senior du bureau légal du Parti libéral, Ogilvy, Cope, Porteous, Hansard, etc. Le gérant local de Matelas Suprême, Hubert Veillette, passe pour un bienfaiteur de la paroisse et un père. Son assistant pour le personnel, Claude St-Arnaud, est le fils du maire. Tout ce monde-là tripote avec les libéraux. Ca aide aux subventions, notamment une Initiative locale de \$72,000 pour une pente de ski qui n'a jamais été construite et qui s'est retrouvée dans la paye des employés. Ca aide pour les taxes, puisqu'il y a un an encore l'usine était évaluée à \$50,000 alors qu'elle avait été vendue quelques années plus tôt au prix de un million et demi. Le négociateur pour la compagnie est un avocat reconnu pour sa fourberie envers les travailleurs dans toute la région de la Mauricie, Me Girouard. Son bureau est présent au côté des patrons dans beaucoup de négociations, comme à Cascade Meuble de Shawinigan, en ce moment, où il prête main forte au patron qui est en même temps l'organisateur en chef du parti libéral dans le comté, Napoléon-Boisvert. Sa spécialité est de fourvoyer les travailleurs dans des avalanches de textes legalistes et compliqués. Sur toute la ligne, c'est le rendement et le profit maximum. Une belle entreprise prospère de chez nous.

Ils sont 110 à leur tenir tête, bien décidés à tenir jusqu'au bout. Depuis 4 mois, les négociations n'ont rien donné. Un conciliateur s'est retiré scandalisé des patrons. Une injonction est venue limiter le nombre de piqueteurs à deux, puis à 5. Les travailleurs demandent \$1.10 d'augmentation pour 18 mois plus l'indexation, de même que la suppression du plan boni. Pour que la suppression du plan boni n'entraîne pas de pertes subs-



“Matelas suprême, c'est l'effort suprême. On vit pu, on existe pu, on court. Tout le monde est épuisé. Notre santé, c'est un détail. Y nous prennent pour des machines”.



tantielles de revenu pour ceux qui courent le plus vite, il faut hausser substantiellement le taux de base. Le patron offre 27 cents pour trois ans et refuse presque toutes les autres demandes. Il veut pouvoir continuer à mener tout le monde à sa guise comme des bêtes de somme.

Faire une grève à St-Narcisse, on s'en doute bien, c'est toute une affaire. “On est les moutons noirs: le patron, c'est le bon Dieu et tout le monde l'appelle monsieur. On nous accuse de se plaindre le ventre plein, de vouloir écraser la compagnie et la faire fermer. On a expliqué aux gens qu'on avait le droit de faire la grève, on leur a montré nos talons de chèque de paye, on a répondu aux communiqués du patron en expliquant dans quelles conditions on travaille et qui est la compagnie, ses dirigeants, ses succursales et ses profits. Le monde était pas au courant. Maintenant, ils nous sont sympathiques. Les autres travailleurs, ceux de l'usine de feutre en particulier, ont les yeux sur nous et attendent de voir si on va gagner, car nous sommes les seuls syndiqués. La solidarité et le moral sont encore excellents entre nous. Au début, il y a eu deux ou trois traîtres qui rencontraient le patron en cachette: ils ont été exclus du syndicat. A chaque séance de négociation, en plus du comité de négociation, nous avons invité 15 travailleurs différents à assister: ils ont vu les patrons et Me Girouard à l'oeuvre et ça les a révoltés pour de bon. Avec les secours de grève, un emprunt et l'aide financière que nous fournissons de plus en plus les autres syndiqués de la région, on va tenir aussi longtemps qu'il le faut, d'autant plus que la période de grosse production approche et si le patron s'entête il va commencer à perdre des clients. La grève permet en tous cas à tout le monde de se reposer un peu.”

En plus d'appuis qui sont venus de divers organismes de la région, notamment les professeurs et le PQ, la quasi totalité des syndiqués CSN de la région de Shawinigan décidait récemment de verser \$1.00 par semaine pour le soutien des travailleurs de St-Narcisse. Si les patrons sont au 19ème siècle, la solidarité des travailleurs peut les remettre à l'heure juste.

*“On est dans le clos, on est au soleil
et la peau nous chauffe.”*



on est pas tout seuls

L'orientation de la Confédération mondiale du travail et les travailleurs québécois.

Les compagnies sont organisées au niveau de la planète

Dans l'entreprise

- Les travailleurs n'ont pas la propriété de leur travail.
- Le produit de leur travail sert à enrichir des patrons qui sont bien des compagnies multinationales, ou bien des compagnies qui dépendent des multinationales.
- L'inflation gruge à mesure les augmentations de salaire, de sorte que le pouvoir d'achat des travailleurs demeure à peu près stable, tandis que les profits des compagnies augmentent.
- La répression s'exerce au niveau de l'entreprise contre les travailleurs qui veulent éliminer l'arbitraire dans l'organisation et dans la rémunération de leur travail.

Au Québec

- L'écart entre les riches et les pauvres s'élargit, comme le veut la logique interne du capitalisme.
- Les compagnies multinationales accroissent chaque jour leur domination sur notre économie et jusque sur notre manière de vivre.
- Les notables tirent un profit personnel de cette domination, et en échange ils utilisent leurs moyens d'information et leurs multiples tribunes pour convaincre les travailleurs que leur intérêt est le même que celui des capitalistes.
- Le pouvoir politique impose la loi et l'ordre des compagnies multinationales, à l'aide d'un appareil de répression de plus en plus raffiné et coûteux.

Dans le monde

- L'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'élargit, comme le veut la logique interne du capitalisme international.
- Les compagnies multinationales planifient l'exploitation de la planète toute entière, et imposent à chaque pays un mode de développement qui les empêche d'être autonomes dans leur manière de vivre.
- Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les compagnies multinationales s'appuient sur une bourgeoisie nationale (notables) qui trahit l'intérêt du peuple, comme au Québec.
- Dans certains pays, l'appareil de répression n'est plus seulement policier; il devient militaire.

On est tous dans le même bateau

Pour tous les travailleurs, l'ennemi est le même. C'est le capitalisme international, allié aux bourgeoisies nationales. Autrement dit, les compagnies multinationales alliées aux notables de chaque pays. Dans les pays riches comme dans

les pays pauvres, ce sont les notables qui font la job des compagnies multinationales. Ils la font dans l'entreprise, au gouvernement, dans les tribunaux, dans les médias d'information, dans tout ce qui façonne la manière de vivre.

Le monde ordinaire doit s'organiser au niveau de la planète

Au Québec

- La conscience du monde ordinaire s'est développée, malgré le conditionnement des esprits par les notables, et malgré la répression par le pouvoir politique.
- La conscience du monde ordinaire, c'est la découverte qu'il y a des gens qui gagnent leur vie par leur travail, tandis qu'il y en a d'autres, une minorité, qui gagnent leur vie en exploitant le travail des autres.
- Cette conscience constitue une brèche importante dans l'idéologie de la classe dominante, qui fait entrevoir la possibilité d'une libération collective des travailleurs.

On s'en sortira pas tout seuls

Quand les travailleurs québécois décident de rouvrir leurs conventions collectives pour récupérer une partie plus grande du produit de leur travail, quand ils résistent à la répression du pouvoir politique, quand ils remettent en question l'idéologie de la classe dominante, ils rejoignent les tra-

Dans le monde

- Partout dans le monde, des hommes libres expriment les revendications des travailleurs, même au prix de leur liberté ou de leur vie.
- Dans certains pays du Tiers Monde, se manifeste une volonté d'arrêter le pillage des ressources naturelles par le capitalisme international, malgré les bourgeoisies nationales qui tirent un profit personnel de ce pillage.
- La contestation des valeurs du système capitaliste frappe même les Etats-Unis par l'intérieur.

vailleurs des autres pays, riches ou pauvres, qui luttent eux aussi contre l'exploitation. Car cette exploitation elle vient de la même source, le capitalisme international, et elle s'étend à chaque pays par le même moyen, les bourgeoisies nationales.



Confédération mondiale du Travail

“A partir du moment où l'on prend conscience de ce que sont les intérêts des firmes multinationales et ceux des bourgeoisies nationales, il nous apparaît évident que seuls les travailleurs organisés pourront un jour apporter des solutions valables à ce genre de problèmes.”

**Marcel Pepin,
président de la
CSN et de la CMT**

La CMT, c'est-à-dire la Confédération mondiale du travail, regroupe 15 millions de travailleurs dans le monde. Marcel Pepin en est le président depuis le congrès de septembre 1973 qui a eu lieu à Evian, en France.

Ce congrès a identifié les obstacles majeurs à la libération des travailleurs dans le monde, soit le capitalisme international allié aux bourgeoisies nationales. Cette constatation donne un sens aux luttes particulières que les travailleurs mènent dans le monde, car elle développe la solidarité du monde ordinaire entre les pays. Cela permet de comprendre que les luttes des autres sont aussi importantes que les nôtres, et d'entrevoir la possibilité de s'en sortir collectivement.

c'est comme ça que ça marche

Moi je suis parmi le groupe de "non-syndicables", parce que....

"Je suis waitress depuis longtemps et j'ai les meilleures tables. Je fais des bons pourboires..."

"Mon boss est ben fin. Quand y'a plus d'travail, il me laisse partir. Mais avec un syndicat, va falloir que j'fasse mes 40 heures..."

"J'sais pas qu'est-ce que c'est un syndicat!"

"Je suis col blanc et bien traité, ici dans l'bureau. C'est pas comme les gars dans l'atelier; eux autres ils sont syndiqués. Mais moi, j'ai des responsabilités ici dans le bureau. Je protège les intérêts de la compagnie. Donc j'peux pas être syndiqué."

"Déjà que j'sus ben chanceux d'avoir c'te job-là! J'ai pas d'métier moé; mais j'ai cinq enfants à' maison! Si j'parle de syndicat, y vont m'crisser dehors: y'en a vingt autres qui attendent pour prendre ma place..."

"Moi j'fais du taxi en fin d'semaine. C'est un bon side-line... mais j'pas intéressé à déclarer mes revenus à l'impôt."

"Mon boss est le chum de mon père. J'vas pas l'écoeurer avec un syndicat."

"Le syndicat, c'est peut-être bon. Moi je ne le sais pas. Et il n'y a jamais personne des syndicats qui est venu m'en parler..."

"L'année passée, un gars a fait signer des cartes de syndicat. Mais ça n'a pas marché; y'en n'a pas ramassées assez. Ca fa'que, aujourd'hui y'est'en chômage... Mais moé j'avais

pas signé. Pis j'ai encore ma job!"

"Moi j'me fie sur le salaire minimum. Là l'boss, y'a pas l'choix. Mais c'est vrai que c'est pas correct les deux classes dans le salaire minimum. Moi j'suis dans le "p'tit" salaire minimum... parce que j'travailles dans l'hôtellerie. Mais moi, j'fais pas d'pourboires comme les waitresses... j'suis femme de chambre."

"Ici au restaurant, on s'fait écoeurer, j'le sais. Par le boss, pis par les clients. Mais y'a pas moyen de rien faire; le personnel change trop souvent. On n'a pas l'temps d'se connaître assez pour parler de syndicat. Et de toute façon, moi j'pas intéressée, parc'que j'achève moi aussi... J'me marie dans deux mois. Pis j'mettrai pu les pieds dans un restaurant... sauf comme cliente..."



"Ici à l'usine, on est une dizaine d'Espagnols. On a déjà parlé de syndicat ensemble. Mais les autres, ce sont des Grecs... on n'a rien contre les Grecs... mais on les rencontre jamais; on s'parle même pas à l'usine."

"Si on se syndique et qu'on demande des meilleurs salaires, la compagnie va faire faillite... pis on n'aura plus d'jobs."

"Moi je ne peux pas parler. Le patron m'a dit que s'il me dénonçait à l'Immigration, on me renverrait en Grèce."

"Ici au magasin, c'est pas possible. D'abord on est rien que cinq. Pis le boss et sa femme sont toujours là qui nous surveillent!"



C'est comme ça que ça marche

Un des principaux obstacles qui rendra toujours difficile la syndicalisation de près de 30% des travailleurs québécois se rencontre au niveau du Code du travail, cette loi qui, en principe, devrait aider les travailleurs à faire respecter leurs droits et privilèges, mais qui, plus souvent qu'autrement, constitue une entrave à la volonté des employés de se syndiquer.

Le Code du travail, par les technicalités et délais qu'il prévoit, ouvre la porte à tout employeur anti-syndical qui désire, avec l'aide d'avocats grassement payés, utiliser toutes les procédures permises pour faire avorter les efforts de syndicalisation de ses employés.

NÉGOCIATION SECTORIELLE

La première lacune du Code du travail est de ne pas permettre la formation d'unités syndicales sectorielles dans lesquelles on pourrait regrouper les salariés des

petites entreprises industrielles et commerciales.

De véritables négociations sectorielles (du genre de ce qui se fait déjà dans la fonction publique) rétabliraient un équilibre de force qui est inexistant pour un petit groupe de cinq ou dix employés devant faire face à un employeur décidé à mettre le paquet pour casser un syndicat.

La négociation sectorielle étant la seule issue possible pour des milliers de travailleurs, on peut s'attendre à ce que les Centrales syndicales multiplient, au cours des prochains mois, les pressions pour obtenir du gouvernement qu'il amende le Code du travail de façon à permettre la signature de contrats de travail par secteur d'activités.

D'ici là, il ne reste aux syndicats que la possibilité de poursuivre leur travail en vue de la syndicalisation de petites unités de travail, sachant que les gains obtenus par

ces petits groupes de syndiqués se répercutent par une certaine amélioration des conditions de travail et de salaires des autres travailleurs non-syndiqués dans le même secteur. D'ailleurs, depuis '72, la majorité des 229 nouveaux syndicats de la CSN comptent moins de 50 membres (dont un très grand nombre sont de moins de 25 membres).

DÉLAIS DE 4 A 5 MOIS

La difficulté de syndicalisation est également reliée aux délais provoqués par les procédures (de 4 à 5 mois en moyenne) entre la requête en accréditation et le moment de la reconnaissance de la nouvelle unité syndicale.

Ces délais sont dûs aux objections formulées par l'employeur, qui exigent de longues enquêtes de la part des trop peu nombreux enquêteurs du ministère du Travail.

Pendant ces délais, le patron a beau jeu pour intimider ses employés pro-syndicaux, les faire revenir sur leur décision de se syndiquer, et même pour provoquer la création d'un syndicat de boutique.

L'intimidation est d'autant plus facile dans une petite entreprise où l'employeur est omniprésent et sait utiliser avantageusement une politique paternaliste de pseudo-privilèges.

UNE LOI DE "BOSS"

Toutes ces tactiques patronales pour décourager la volonté de syndicalisation chez les travailleurs peuvent être pratiquées à l'intérieur des cadres "légaux" du Code du travail. Et les patrons le savent bien...

La partie syndicale se voit donc dans l'obligation d'avoir à se défendre autant contre l'employeur que contre une loi qui, c'est évident, est administrée par un gouvernement d'abord patronal.



Foyer des Hauteurs à St-Jérôme, 18 syndiqués CSN: lock-out depuis 2 ans et 4 mois. Expulsion des syndiqués qui occupaient le Foyer par la Sûreté du Québec. Scabs.

Le Pavillon St-Dominique à Québec, 30 syndiqués CSN. En grève depuis deux ans. En lutte depuis sept ans pour signer une première convention collective! Démarches infructueuses auprès des autorités religieuses de Québec et de Rome. Scabs. Nouvelle campagne entreprise à l'échelle de la province particulièrement dans les institutions de la communauté...

Seven Up à Québec, 45 syndiqués FTQ en grève depuis le 14 août 1972, soit depuis 20 mois. Scabs, agence de sécurité, poursuites légales. Les dernières offres patronales viennent d'être rejetées.

Magasins Pollack à Québec: 47 syndiqués FTQ en grève depuis 19 mois. Injonction, outrage au tribunal, emploi de scabs.

Front commun régional Lanaudière qui appuie les travailleurs dans les trois conflits suivants:

Canadian Gypsum de Joliette où 90 employés CSN sont en grève depuis plus d'un an et où les scabs et la compagnie bénéficient d'une injonction qui interdit le piquetage.

Le Comptoir avicole de St-Félix-de-Valois où 80 employés sont en grève depuis le 8 avril.

Les Abattoirs de Victoriaville où 100 travailleurs CSN sont en lock-out depuis 9 mois. En fait, c'est une fermeture. Les patrons, c'est les mêmes qu'au Comptoir avicole de St-Félix: la Coopérative Fédérée, la plus grosse entreprise canadienne-française avec un chiffre d'affaire de \$301 millions.

Au poste de radio CJSA - Ste-Agathe, 5 employés CSN: fondation du syndicat le 27 novembre 1973, lock-out deux jours après. Depuis: scabs.

United Aircraft à Longueuil: 2600 employés FTQ en grève depuis le 7 janvier 74. La compagnie a investi \$6 millions pour casser le syndicat; depuis 1960, elle a reçu \$80 millions en subventions et elle a un actif de \$72 millions. C'est la compagnie multinationale la plus sale au Québec: sur les principaux points à régler, la plupart ne lui coûteraient pas un sou: la formule Rand, le temps supplémentaire facultatif, les horaires de travail, le ré-engagement du président du syndicat.

Matelas Suprême à St-Narcisse près de Shawinigan: une centaine d'employés en grève depuis le 8 janvier dernier. Voir l'article p. 39.

Les 3 COFI, un de la CSN et deux de la CEQ dans la région de Montréal, en tout 87 grévistes qui font front commun face à la CECM. Points en litige: sécurité d'emploi, reconnaissance du syndicat, clauses à inci-

dence monétaire. Occupations, manifestations, publicité. Aucune négociation depuis le 23 février.

Les Meubles du Sud à Contrecoeur: 17 employés CSN en grève depuis le 23 janvier dernier. Solidarité morale et financière des syndicats de la région.

Dennison Manufacturing à Drummondville: 180 syndiqués CSN en grève depuis le 4 février. Points en litige: l'ancienneté, la sécurité syndicale pourtant déjà acquises par une grève de 9 semaines en 1969, les salaires. Front commun régional actif. Injonction limitant les piqueteurs à quatre.

Transport public Québec Métropolitain à Québec, 435 employés CSN en grève depuis le 9 mars 74. Points en litige: heures de travail, clauses à incidence monétaire.

Les employés municipaux de Shawinigan: 85 syndiqués CSN en grève depuis le 13 mars 74. Points en litige: salaires, jours de maladie et assurance-salaire, vacances etc.

Cascades Meubles à Shawinigan: 17 employés CSN en grève depuis le 21 mars 74.

Caisse pop Immaculée-Conception à Sherbrooke: 5 employés CSN en grève depuis le 22 mars 74.

Employés manuels de Shawinigan-sud, 25 employés CSN en grève depuis le 27 mars 74.

Philips Cables à Rimouski, 65 employés CSN en lock-out depuis le 1er avril 74.

Carter White Lead à Montréal: 18 travailleurs FTQ quittent le travail le 1er avril à cause du degré élevé d'intoxication par le plomb. Injonction, scabs. Aide financière des travailleurs de la Shellcast.

Octo Nordic à Laval, 44 employés CSN en lock-out depuis le 3 avril 74.

Employés municipaux de Trois-Rivières-Ouest: 17 employés CSN, en grève depuis le 3 avril.

Magasins (3) "Le Syndicat de Québec" environ 650 employés CSN en lock-out depuis le 6 avril.

Il serait trop long de faire la liste des syndicats qui ont entrepris une action pour la réouverture de leur convention afin d'obtenir un réajustement de salaires et l'indexation au coût de la vie.

Règlements remarquables: Alma: les employés municipaux ont obtenu à leur retour au travail une indemnité correspondant à la durée de la grève (CSN). Great Lakes Carbon à Berthier (CSN): le salaire moyen passe de \$3 à \$4.70; clause anti-pollution.

1974

April-Avril

S	M	T	W	T	F	S
D	L	M	M	J	V	S

	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

memo

1974

May-Mai

S	M	T	W	T	F	S
D	L	M	M	J	V	S

			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

CONGRÈS DE LA CSN

Tournée de l'exécutif de la CSN : tous les samedi et dimanche à partir du 27 avril pour consulter les membres au sujet du congrès. Informez-vous pour la date dans votre région -

OPÉRATION SANTÉ

la FAS et les CRASS, appuyés par les trois centrales, organisent le 29 avril une centaine d'assemblées pour choisir les futurs représentants des usagers qui seront candidats aux conseils d'administration des hôpitaux -

MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI

Organisées dans toutes les régions -

BUT : Fête des travailleurs, lutte contre la hausse des prix, réouverture des conventions -

LE COMITÉ RÉGIONAL INTERSYNDICAL DE MONTRÉAL (CRIM)

continue de s'organiser pour faire la lutte à Drapeau lors des élections de novembre prochain -

JOURNAUX POPULAIRES LOCAUX

Pour ceux qui veulent lire autre chose que la grosse Presse ou les hebdo A1

La Criée à Joliette

La Mèche à Rouyn

Le Trotteur du Maquignon
en Abitibi

Contact à Sherbrooke

Résistance à St-Jérôme

L'Amorce à Ste-Hypacinte

Astéur dans le quartier
Centre-Sud de Montréal

Bulletin Populaire et Embrute un peu partout —

VIENT DE PARAITRE

"L'Almanach des Boss de St-Jérôme". Préparé par le groupe Résistance, le livre identifie les diverses structures du pouvoir dans la ville.

Où vont les syndicats?

p. 6

Confidentiel: Pontiac, région à laisser mourir.

p. 33

Charles Néron, un résistant de tous les jours.

p. 18

De Maurice Richard à Dave Schultz.

p. 30

Peut-on dormir tranquille sur un "matelas suprême" quand on est passé par St-Narcisse?

p. 39



CLAUDE GAUTIER